

L'URSS, de Staline à Gorbatchev, 1924-1990

1- 1924, LE PARTI CHANGE DE MŒURS ET DE MAINS

Pendant les mois et les années de guerre civile, instinctivement, chacun des dirigeants a eu tendance à s'entourer personnellement du type d'hommes avec lesquels il s'entend le mieux. Staline avait ainsi autour de lui beaucoup de gens, peu brillants, ayant souvent eu maille à partir avec Trotski. Là encore, cela illustre que le parti est en train de se figer. Cette fois, ce n'est plus sur un choix politique momentané que se forment les regroupements, c'est sur des affinités personnelles, et derrière cela finalement, sur la foi ou pas en la nécessité de maintenir en vie la révolution d'un côté, la lassitude et le début de bureaucratisation de l'autre.

Ce qui va contribuer à masquer ce clivage, c'est que des dirigeants de prestige tels Zinoviev, Kamenev ou Boukharine vont se mettre un moment dans le camp de Staline. Ils ne réalisent pas la portée de leur choix. Ils pensent pouvoir utiliser Staline. Ils font passer leur position personnelle avant leurs idées, par calcul politique. Et ce calcul s'avérera faux. Au congrès de 1923, Lénine malade est absent. Trotski décide de ne pas attaquer la bureaucratie, comme Lénine le lui avait demandé.

A la mort de Lénine le 21 janvier 1924, s'ouvre une crise de succession. Une troïka se forme : Staline, Zinoviev et Kamenev sont ensemble. Pour des raisons différentes, tous se méfient de Trotski. Staline parce qu'il paraît évident que Trotski ne fait pas de cadeaux et de concessions. Zinoviev et Kamenev parce qu'ils sont sans doute jaloux du prestige de Trotski, lui qui n'était pas dans le parti bolchevik avant 1917. Zinoviev a côtoyé Lénine dans l'émigration pendant des années. Il n'a guère d'admiration pour Staline, mais il considère cette alliance comme provisoire.

Ce problème de direction n'en serait pas un si le parti tout entier pouvait comme par le passé suivre les débats d'idées, y participer, décider, vérifier ensuite les résultats de leur choix, et éventuellement le corriger. Mais trop de monde dans le parti préfère maintenant fermer les yeux sur ce qui peut agiter la direction. Et rien ne va pouvoir corriger à la base les rapports de force dans la direction.

Staline sait que Lénine a mis le doigt sur le problème bureaucratique, et que quelques autres dirigeants le savent. Pour brouiller les pistes, il se paie le luxe de dénoncer la bureaucratie envahissant le parti en ne parlant que des aspects secondaires : les bureaux mal tenus, le manque d'attention, le formalisme. Par contre, il fera interdire la publication d'un texte de 46 vieux bolcheviks intitulé "l'opposition de 23".

46 membres du Comité Central adressent en octobre 1923 une déclaration secrète au Bureau Politique, c'est-à-dire à la direction du parti. Ils y dénoncent la poursuite de la NEP, qui après avoir permis de faire renaître l'activité industrielle et de nourrir tant bien que mal la population, conduit à une crise. Les prix industriels augmentent beaucoup plus vite que les prix agricoles. Des paysans commencent à stocker, ou à ne plus semer, vu qu'ils ne reçoivent plus rien en échange de leur production. Des grèves éclatent dans les grandes villes pendant l'été 1923. « *Si des mesures importantes, bien élaborées, planifiées et énergiques ne sont pas bientôt prises, si l'actuelle absence de direction continue, nous affrontons la possibilité d'une*

dépression économique d'une extrême gravité qui aboutira inévitablement à des complications de politique intérieure et à une complète paralysie de notre capacité d'action à l'extérieur. Et comme chacun sait (...), de cette action dépend le sort de la révolution mondiale. »

Les 46 dénoncent le régime des secrétaires du Parti. Ils expliquent que l'interdiction des fractions n'empêche pas les fractions. Mais étant donné « l'impossibilité *de discuter entre camarades des questions brûlantes, des mouvements d'opposition extrémistes et morbides commencèrent à se développer à l'intérieur du parti, avec naturellement un caractère anti-parti.* » Les secrétaires sont implicitement accusés d'avoir favorisé cela. Les 46 demandent un retour à un régime « *d'unité fraternelle et de démocratie intérieure* ». Concrètement ils proposent que soit convoquée une conférence des membres du Comité Central avec les « *ouvriers les plus importants et les plus actifs du parti, étant bien entendu que la liste des membres convoqués comprendra un nombre de camarades dont les opinions sur la situation sont différentes de celles de la majorité du Comité Central.* » En effet, un des moyens utilisé par le secrétariat pour étouffer les discussions était de choisir les délégués.

Cette première opposition, que Irotski n'a pas signé personnellement, mène sa lutte sous forme de correspondances secrètes avec la direction du parti, et se voit répondre, en secret, par la langue de bois. Tandis que, physiquement, les bureaucrates essayent de les désorganiser, en éloignant par exemple les amis, les proches de Trotski, pour occuper des postes de responsabilité... mais à l'étranger, comme ambassadeur. C'est ce qui arrive à Christian Rakowsky, un ami de Trotski nommé ambassadeur en France, ou à Ioffé, envoyé en Chine.

Ainsi, petit à petit, la bureaucratie montante découvre les méthodes qui s'avèrent payantes. Elle recule sur le plan politique dès qu'elle risque d'être en minorité ; elle est prête à faire alliance avec le diable pourvu que ce soit pour ne plus bouger les choses ; elle écarte ses adversaires pour les affaiblir. Et pour couvrir le tout, elle se proclame l'héritière de Lénine. Le laboratoire de l'Histoire se monte ainsi tout seul. Une somme d'expériences s'accumule petit à petit qui vont préparer la phase suivante.

Ayant sauvé la situation au Congrès de 23, la bureaucratie va ensuite commencer à passer à l'attaque. Le 15 décembre 1923, un article de Staline dans la Pravda rappelle le passé menchevik de Trotski et le taxe de basse démagogie. Zinoviev l'accuse d'agresser le parti et dénonce l'action néfaste du trotskisme dont il affirme qu'il est un courant bien défini du mouvement ouvrier. C'est la première fois qu'est exprimée l'idée qu'il existe une pensée trotskiste, à opposer à celle de Lénine.

Un autre pas sera franchi avec l'échec de la révolution allemande, pour la seconde fois, en 1923. La révolution a échoué en bonne partie parce que le jeune PC allemand n'est pas assez sûr de lui, de ses forces et de sa politique. Au moment décisif, le parti recule devant le combat. Dans cet épisode aussi, la lutte de personnes prend le pas sur le débat d'idées. Zinoviev est ulcéré que le parti communiste allemand demande à Trotski et pas à lui de venir sur place. Du coup, Kamenev et Staline imposent d'y aller à quatre : il ne fallait pas que Trotski profite seul d'une victoire de la révolution allemande. Mais une fois celle-ci mise en échec, Trotski est seul à parler clairement de défaite et à vouloir en chercher les causes dans la politique menée.

L'échec de la révolution allemande désespère certains militants qui savaient l'extension de la révolution indispensable à une régénérescence. Il isole Trotski qui est pris personnellement pour cible. Il s'agit pour Staline d'intimider le parti, tout en liant à ses pratiques deux dirigeants connus, Zinoviev et Kamenev.

Juste après la mort de Lénine, en 1924, est lancée une campagne de recrutement pour le parti d'ouvriers d'industrie intitulée « *appel de Lénine* ». En quelques mois, elle amène plus de 200 000 nouveaux adhérents. En un an, l'effectif du parti est augmenté de 50%. Les nouveaux venus sont immédiatement admis dans le parti, avec droit de vote et ils occupent des postes de responsabilité, sans période probatoire, sans formation politique. Dans la réalité, il s'agit d'un recrutement quasi-obligatoire, effectué dans les usines sous la pression des secrétaires qui ont un moyen de pression efficace: l'emploi. Us nouveaux venus ne sont pas ou peu instruits et forment le gros des 57% d'illettrés que compte le parti en 1924. C'est une masse malléable recrutée sous la pression du chômage, tout à fait éloignée de l'esprit révolutionnaire, qui va aider à noyer les oppositions.

Enfin, toujours en 1924, une nouvelle théorie concernant la manière de voir l'avenir révolutionnaire est promulguée. C'est la théorie du « *socialisme dans un seul pays* ». Elle est élaborée par Boukharine, au service de Staline, pour servir d'attaque en ligne contre Trotski. Elle traduit le fait que la bureaucratie devient consciente d'elle-même et de ses intérêts. Son intérêt n'est plus dans la révolution mondiale, mais bien dans le maintien de l'ordre actuel.

Il n'y a pas grand monde pour réagir à cette manipulation intellectuelle. En 1923, les rares militants instruits sont aussi ceux qui ont vécu 1917, et qui ont connu 10 voire 20 années de luttes dans l'adversité, ceux qui ont construit le parti : ils ne sont plus que 1 % du parti, selon Victor Serge. Parmi ceux qui sont toujours là, la tendance générale est au relâchement de l'effort. Certains baissent les bras, sacrifient au besoin de repos, de détente. Victor Serge parle de réaction nerveuse et sociale. Il décrit comment un Illia Ionov, qui avait été capable de faire marcher des usines fantômes presque sans combustible ni matières premières, passe maintenant son temps à recevoir des amis et jouer aux cartes ; comment chez lui on discute de choses et d'autres mais pas de politique car on sait qu'il est un opposant en disgrâce ; comment enfin cela ne l'empêchera pas d'être fusillé en 1937. Ionov avait eu un enfant nouveau-né mort de faim en 1919.

D'autres qui ont placé tout leur idéal dans la révolution ne trouvent pas, eux, de tranquillité. Des jeunes, des vieux, se suicident, nombreux. A tel point qu'une commission d'enquête du parti doit être mise sur pied. Eugen Bosch, qui avait dirigé le premier gouvernement soviétique d'Ukraine, marqué par la discussion de 1923 et la dictature des secrétaires, abandonne tout espoir à la mort de Lénine et se suicide. Ioffé se suicidera lors de l'exclusion de Trotski en 1927. D'autres enfin garderont vivante la flamme jusqu'à ce que le régime stalinien l'éteigne par la force. Ils resteront opposants jusqu'à la fin de leur vie, une fin souvent provoquée violemment sous les ordres de Staline.

2 - REFLEXIONS SUR L'EFFONDREMENT DU PARTI BOLCHEVIK

Ce qu'il faut remarquer ici, c'est que ce parti, trempé et forgé dans l'adversité, capable de durer et de traverser les pires moments sous le tsarisme, ou pendant la guerre, s'effondre littéralement, et à toute vitesse. Ses capacités de résistance, de maintien de la flamme révolutionnaire, sont balayées, avec une facilité déconcertante.

Il nous faut donc trouver une explication à cette faiblesse, et en tirer les conclusions à notre portée. On ne peut pas reprendre telles quelles les critiques de ceux qui répètent inlassablement que tout était en germe dans les structures du parti bolchevik, ou dans l'autoritarisme du marxisme en général. Car elles n'expliquent pas l'ensemble de la réalité. Tout de même ! Ce parti n'était en rien un parti dictatorial avant et jusqu'à 1917 compris. On n'y trouve ni germe d'un tel comportement, et pas non plus d'indice de moisissure, d'installation dans un défaut qui s'instaure. Ceux-ci existent, apparaissent, évoluent, mais ils sont combattus avec efficacité. Jamais, ils ne l'emportent sur les raisons d'être essentielles du parti. Le parti est vivant, il sait s'adapter, réagir, et retrouve les moyens de se hisser à la hauteur des circonstances. Les idées sont défendues librement, jusqu'au bout, jusqu'à la rupture même, sans concession. On ne voit pas de clique se former, de calcul l'emporter dans les attitudes. Pas de crainte non plus vis-à-vis de telle ou telle autorité. Rien à voir avec ce que le parti devient très vite à partir de 1924: un lieu bureaucratisé, où les enjeux de pouvoir, de carrière, l'emportent dans l'expression des idées et des prises de position.

Moshe Lewin insiste sur ce point: *« Presque tous les dirigeants de premier plan, et beaucoup d'autres de moindre envergure, ont été en conflit avec Lénine, souvent violemment, sur des questions capitales de stratégie politique.(...) Si respecté que fût Lénine, il était souvent attaqué frontalement, et il pouvait réagir avec colère. Mais les choses n'allaient pas plus loin, telles étaient les règles du jeu. Il faut souligner à nouveau que Lénine n'a jamais été l'objet d'un « culte », pas plus avant la Révolution qu'après (...) Fondateur et dirigeant du Parti et de l'Etat, Lénine ne s'est jamais conduit en despote ni en dictateur au sein de son parti.(...) La seule fois - un épisode bien connu- où, en 1917, il a voulu faire exclure du Comité central deux dirigeants (Zinoviev et Kamenev), il s'est entendu dire tranquillement par le président de séance, Jakov Sverdlov : "Camarade Lénine, ce n'est pas ainsi que l'on agit dans notre parti. " (...)*

«Ce type de fonctionnement et de pratiques, constitutif de la tradition bolchevik, a perduré après la Révolution. Lénine a toujours respecté les procédures du Parti, il argumentait de façon véhémement, protestait, se battait jusqu'au bout, mais il acceptait que les décisions importantes fassent l'objet d'un vote et, à plusieurs reprises, il a été mis en minorité. Il était à coup sûr un leader, mais pas un despote. Son rôle était celui d'un dirigeant au plus haut niveau. Mais il ne considérait pas le Parti ni sa direction comme sa propriété ».(...) Le bolchevisme était un parti, mais c'était aussi un ethos. Les discussions pouvaient aller très loin.

Même sur des problèmes extrêmement sensibles, Moshe Lewin apporte les preuves d'un comportement ouvert, transparent, y compris durant la guerre civile. Ainsi, la Pravda publie en décembre 1920 un article du leader de l'opposition *« centraliste démocratique »*. Il propose un fonctionnement qui permette aux majorités de conduire leur politique, et aux minorités de critiquer, et de prendre la barre si la ligne appliquée se révélait un échec. De même, on discute au 11ème congrès en 1920 en public, de l'échec de la guerre contre la Pologne. Radek dit à Lénine: *« Nous vous l'avions bien dit »*, les ouvriers polonais ne se ralliaient pas aux troupes russes. Lénine s'est trompé, la gauche du parti avait eu raison. Et personne ne le contredit.

A ce 11ème congrès, le dernier où il peut s'exprimer, Lénine intervient justement sur ce problème. A cette époque, les membres du parti participaient à de nombreuses réunions publiques, et ils rencontraient une critique, et même un rejet de la politique du Parti. Certains

membres en appellent à Lénine, pour lui demander de faire cesser cette liberté de critique du Parti. Ils la jugent déloyale. Pour justifier leur demande, ils rappellent que Lénine avait interdit les fractions au sein du Parti en 1921, quand la multiplication des groupes et des fractions risquait de détruire le Parti lui-même. « *La longue réponse de Lénine, dit Moshe Lewin, fut sans ambiguïté. Il ne dit rien de cet incident de parcours qu'avait été l'interdiction des fractions en 1921, évoqua les nombreux cas où, dans le passé, le Parti avait connu bien discussions de fond, et affirma que, sans ces libres débats, il n'aurait pas survécu, et ne pourrait encore survivre. (...) Il déclara également qu'il fallait que le Parti soit libéré des tâches d'administration et qu'il se consacre en priorité à la direction politique du pays. Tels sont les moments essentiels de la dernière version du léninisme* ».

L'absence de Lénine a suffi pour que tout cela change, et sa mort a rendu ce changement définitif. Mais à y regarder de près, ce n'était pas nouveau. Dès les origines du parti bolchevik, et ensuite tout au long de son développement, comme aussi tout du long des événements révolutionnaires de 1917, Lénine joue et rejoue un rôle décisif. De très nombreuses fois, il est seul sur une position nouvelle. Cette faiblesse, le fait que l'avenir du parti était fortement lié aux capacités politiques d'un homme particulier, a toujours existé, et fait partie intégrante de l'histoire du parti bolchevik. Elle n'est en rien le fruit d'une volonté dans le parti. C'est un fait que l'on observe après coup, et qui n'a pas empêché ce parti de connaître une vie où le fonctionnement démocratique était élevé à un point sans doute rarement atteint dans une organisation.

L'histoire nous apprend que dans tous les partis, et pas seulement dans cette tendance du mouvement ouvrier, une figure, deux parfois, très rarement plus, prédominent. C'est sans doute là le résultat même de la société où nous vivons, société qui a développé l'inégalité des attitudes dans les groupes humains, la soumission du plus grand nombre, la domination de quelques uns comme une seconde nature.

C'est un processus très fort. Car l'émergence d'un individu accélère la tendance à son élévation par les autres. Un parti révolutionnaire doit lutter contre les défauts d'attitude que cela comporte : culte du chef, abandon de la bataille des idées sous prétexte que quelqu'un serait supérieur de ce point de vue, formation de cliques bâties sur une admiration gagnée une fois pour toutes, etc. La vie politique de Lénine a montré qu'il savait être remis en cause, régulièrement. Chaque fois, il a dû en quelque sorte recommencer à zéro, mener une nouvelle bataille pour gagner.

Peut-on espérer aller plus loin, et comment ? La source du problème n'est pas formelle, mais essentiellement profonde, et remonte à la formation personnelle de chacun et de chacune. Tant que l'on n'aura pas érigé une génération d'individus dans des conditions permettant une réelle liberté et égalité, l'on ne saura pas et l'on ne pourra pas gérer et régler ce problème.

C'est pour cela qu'il n'est pas inutile d'utiliser toutes les armes possibles. L'égalité formelle doit être non seulement un droit dans le parti de la révolution sociale, mais un combat, renouvelé, réinventé. Aucun lieu de décision ou de fonctionnement ne doit être méconnu, inaccessible de qui que ce soit. Et c'est d'autant plus vrai qu'il a de l'importance. Mais si faire participer des militants de base, par exemple, à une réunion de direction est une bonne chose, il ne faut pas croire que cette simple présence va régler les problèmes: au contraire, elle peut aussi aggraver le sentiment pour ces militants que leur direction leur est inaccessible. Et pourtant, cette accessibilité est importante, car elle est le seul gage d'une

transparence. Chacun peut voir qui fait quoi, et comment chacun se comporte. Sinon, tout cela n'est connu que d'un petit cercle fermé. Alors, tous les enjeux de prises de responsabilité, ne seront pris que dans ce cercle pré déterminé. Et en seront exclus les autres, et en particulier les jeunes.

Il faut donc imaginer des solutions nombreuses, variées : présence à tour de rôle, lieu et date de réunions accessibles de manière régulière, invitation particulière. Mais il faut derrière tout cela une volonté politique aiguë : la conviction que la réussite du travail dépendra de l'engagement plus important notamment des militants représentant les classes ou couches sociales sur lesquelles nous comptons.

Mais là aussi, un piège, des pièges nous attendent. Et en premier celui de l'ouvriérisme, tel que le pratique Lutte Ouvrière par exemple. Les idées socialistes ne peuvent être élaborées, pensées, travaillées et actualisées, que par des individus armés de l'ensemble de la culture bourgeoise, alors que la classe ouvrière, et plus encore la masse ouvrière, en est exclue. Cet ouvriérisme devient un banal instrument qui permet de justifier des choix portant sur des individus. Son pendant, dans le cas de LO, c'est ce qualificatif de « petit-bourgeois », qui sert à définir tous ce ou tous ceux dont la direction ne veut pas, parce qu'il(s) ne lui semble(nt) pas contrôlables. Ainsi, un individu d'une personnalité déjà formée et qui risque de se refuser à accepter les jeux de hiérarchie de l'organisation, ou simplement qui risque de remettre en cause -y compris de manière démocratique- la direction en place, sera qualifié de petit-bourgeois. Un autre, du même milieu exactement, sera un élément acceptable si l'on pense qu'il acceptera les règles du jeu organisationnel. En fait, c'est le contrôle de la direction sur l'ensemble de ses membres qui est là l'enjeu réel.

Or, sur ce terrain, une direction n'a pas à chercher à préserver sa propriété privée sur ses membres. Son seul souci est politique. A elle de décider quel doit être le capital politique, culturel, social commun, nécessaire à la situation. Ensuite, elle doit œuvrer pour rendre le capital politique de l'organisation le plus accessible à tous les militants. Une direction digne de ce nom doit accepter et souhaiter l'arrivée d'un sang neuf., elle doit accepter avec bienveillance l'exercice, difficile, des oppositions politiques. Car la tradition dont nous héritons globalement est de ce point de vue lamentable. Cela fait des décennies que nous ne voyons plus des organisations liées au mouvement ouvrier à la fois disposant d'une certaine présence et activité parmi les masses, et connaissant en même temps une vie démocratique interne, débats, oppositions, désaccords, en lien avec cette activité.

Pour en revenir au problème de la prédominance d'un ou de très peu d'individus dans toute organisation, y compris révolutionnaire, il est difficile d'imaginer pouvoir aller plus loin dans la solution de ce problème. On ne peut qu'espérer limiter les dégâts, en s'ouvrant autant que possible. Mais il est évident qu'on ne peut écrire d'avance l'histoire de telle ou telle organisation. Celle-ci sera d'abord, qu'on le veuille ou non, le résultat de l'histoire individuelle et collective de ses membres. Notre conviction, c'est qu'à partir d'une multitude de situations données, imposées par les conditions de départ, un combat doit être mené pour aller dans le sens d'un partage le plus large des responsabilités.

Sont aussi dangereux le goût du cumul et du contrôle exagéré chez une minorité d'individus, que le refus de s'engager en prenant, réellement, du fond de soi, en charge une des problèmes, refus partagé chez une majorité du monde social qui nous intéresse. Mais les choses sont fortement liées. Un partage développé des responsabilités aura d'autant plus

besoin d'échanges et de vie démocratique, sans quoi la connaissance des faits sera morcelée, et l'intervention ne pourra jamais parvenir à une hauteur de vue suffisante.

Encore une fois, on l'a vu nettement, le parti bolchevik a largement démontré que ces choses étaient possibles. Et que ce fonctionnement vivant, lui a permis de s'adapter à de gros bouleversements du point de vue de la situation générale.

Alors, on peut attribuer à Lénine tout seul le fait que le parti soit resté lui-même jusque 1923. mais on peut légitimement se poser la question autrement. la mort de Lénine, cela ne signifie-t-il pas que des voies d'eau étaient déjà ouvertes de son vivant ? Ce qui revient à chercher la cause de ces voies d'eau, qui ont lesté le parti en faisant un objet lourd, prêt à couler.

Notre idée est que c'est très probablement l'exercice du pouvoir qui a ouvert ces voies d'eau. Le parti n'a jamais été conçu, construit, comme un parti destiné à exercer le pouvoir. L'exercice du pouvoir, c'est la classe ouvrière, la population, qui devait s'en charger. Nulle part dans les programmes, il n'est écrit autre chose. Et jamais aucun penseur marxiste n'a réfléchi à cette question autrement.

Bien sûr, dans le cas du parti bolchevik, il en était de même au départ. Mais ce parti s'est retrouvé à exercer seul toutes les fonctions de gouvernement, hormis les quelques mois où trois ministres SR ont accepté d'y participer. De plus, en interdisant des partis ouvriers, parce que certains de leurs membres avaient procédé à des attentats contre leurs dirigeants, les bolcheviks vont instaurer une situation d'isolement prolongé et aggravé. Il n'est pas sûr que cela ait eu une réelle efficacité. Car de telles interdictions ne peuvent que favoriser les ultras dans chaque organisation. Et ces gens-là se moquent de la légalité. Par contre, le passage dans l'illégalité met bien plus dans le désarroi le militant ordinaire ou sincère.

L'isolement du parti bolchevik en a fait un parti totalement centré sur l'exercice du pouvoir. Et Lénine a lui-même compris le lien entre cet état de fait et le développement des tendances bureaucratiques. Le parti n'avait plus aucun recul, il se retrouvait complètement engagé, en première ligne. Et qui plus est, seul dans cette situation. Alors que tous les autres partis se retrouvaient eux, en situation de pouvoir regarder avec un certain recul, comprendre, critiquer. Pire, leurs critiques avaient d'autant plus de chances de porter durement qu'ils n'avaient, eux, aucune responsabilité à assumer.

C'est l'ensemble de cette situation : exercice du pouvoir en tant que parti, et isolement du pouvoir d'un seul parti ouvrier, qui est insupportable, sans issue. La nature du parti révolutionnaire, Lénine l'a proclamé jusqu'à son dernier souffle, est de se consacrer à la direction politique d'ensemble du pays, et non à la gestion des tâches d'administration qui en découlent. Cette différence est de taille. De même qu'il n'était pas juste que des partis tout aussi responsables que les bolcheviks de la situation générale, ne devaient pas pouvoir rester tranquillement hors du pouvoir. Il aurait fallu au contraire une politique systématique qui dénonce ce refus. Il fallait en appeler aux masses directement pour que des représentants de ces partis soient invités à partager les responsabilités.

Car l'ensemble de la situation, de ses difficultés, était bel et bien le fruit de l'action politique de tous ces partis. Lénine est parvenu, on l'a vu, à gagner la présence de trois ministres SR. Il aurait fallu des mencheviks, des anarchistes, des internationalistes. Quitte à les sur-représenter, momentanément (mais de manière transparente) par rapport à leurs résultats

électoraux. Après tout, les bolcheviks avaient bien demandé que ce genre de mesure soit pris en février au soviet de Petrograd.

Lénine avait répondu à Tséretelli qui disait au congrès des soviets le 3 juin « *qu'il n'y a pas un parti politique en Russie qui exprime le désir de prendre, à lui tout seul, tout le pouvoir entre ses mains ; à cela je réponds : un tel parti existe* ». Mais avec cette réponse, Lénine était entré dans une logique dangereuse. La difficulté n'est pas seulement d'être prêt à gouverner seuls, elle est de parvenir politiquement à convaincre l'éventail des partis qui ont représenté les intérêts populaires de participer.

Cette question de la nécessaire et juste multiplicité des partis à l'exercice du pouvoir mérite qu'on s'y arrête un moment. Les partis politiques ne sont que la traduction la plus noble, la plus organisée, des nuances qui existent dans les classes ou les couches sociales, y compris au sein de la classe ouvrière elle-même. Or, ces nuances ne sont en rien abolies par un changement de pouvoir aussi révolutionnaire soit-il. Il faudra un saut dans le développement et l'organisation des forces productives pour que les couches sociales, les classes sociales se résorbent. Il est donc normal que durant toute une période de transition, la traduction politique de cette transformation économique et sociale, soit également présente. Aucun parti unique ne peut à lui seul représenter l'ensemble des intérêts d'une société. Et ce n'est pas la prise du pouvoir qui peut légitimer une telle prétention.

Or, une fois engagé dans la guerre civile, puis dans la NEP, jamais le parti bolchevik ne pose la question des moyens à chercher pour retrouver cette multiplicité politique. Au contraire, entraîné plus ou moins malgré lui dans l'institution d'un système à parti unique, il ne réfléchit pas ou plus à ce problème, et se met à agir comme si cette situation allait de soi, et devait perdurer. On ne trouve pas non plus chez Trotski, qui aura l'avantage d'un certain recul (forcé) après son éviction de 1927, de réflexion critique sur ce point.

Si l'on compare de ce point de vue les événements de Russie avec ceux qui se produisent avec l'avènement de la Commune de Paris, la différence est frappante.

3 - REFLEXIONS SUR L'EXPERIENCE DES PARTIS DANS LA COMMUNE DE PARIS

L'expérience la plus accomplie, avant la révolution russe, celle aussi de laquelle Lénine tire ses réflexions les plus riches, c'est la Commune de Paris. Or, dans la Commune de Paris, les partis ouvriers sont nombreux dont les membres font la révolution. Ce sont des Blanquistes, des Internationalistes, des Anarchistes, des Républicains radicaux. Souvent ces militants de différentes tendances se connaissent, et sont connus pour leur activité militante : ils ont subi la répression de Napoléon III. Ils ont dirigé des grèves pour certains, les plus anciens ont participé en 1848 aux combats de rue. Ce sont en général des militants politiques sincères, dévoués à leurs idées et éprouvés par la répression.

Le 4 septembre, ils ont appelé à constituer dans les arrondissements des Comités de Vigilance chargés de « *surveiller les maires et de recueillir les réclamations* ». Et ils se dotent même d'un organe central, formé de délégués envoyés par les Comités de Vigilance.

Un témoin, Vallès, raconte : « Ce sont quatrevingts pauvres descendus de quatrevingts taudis, qui vont parler et agir - frapper s'il le faut - au nom de toutes les rues de Paris, solidaires dans la misère et pour la lutte. »

C'est ce comité qui, par voie d'Affiches Rouges, donne un programme et un idéal politique à la population laborieuse de Paris. Dans leur première Affiche Rouge, le 15 septembre 1870, ils revendiquent « *l'élection des municipalités et la police remise entre leurs mains, l'élection et la responsabilité de tous les magistrats, le droit absolu de presse, de réunion et d'association, l'expropriation de toutes les denrées de première nécessité, le rationnement, l'armement de tous les citoyens, l'envoi de commissaires pour faire lever la Province.* »

Puis c'est le Comité Central de la Garde Nationale qui fait office de gouvernement provisoire. Indécis, légaliste, il est tout sauf malhonnête, tout sauf assoiffé de pouvoir. Ses membres sont élus et révocables par les bataillons. Ils refusent de s'allouer plus que les 30 sous qu'ils touchaient jusque-là. Ils déclarent à ce sujet : « *Quand on est sans contrôle et sans frein, il est immoral de s'allouer un traitement quelconque. Nous avons vécu jusqu'ici avec nos 30 sous. Ils suffiront encore.* »

En attendant d'organiser des élections, ils votent la motion suivante, dans la nuit du 18 mars : « *le prolétariat a compris qu'il était de son devoir absolu de prendre en main ses destinées, et d'en assurer le triomphe en s'emparant du pouvoir.* » Ces mots signifient que le pas que les ouvriers en armes de 1848 n'avaient pas imaginé de faire, vient d'être fait. Pour la première fois naît l'idée dans la tête des opprimés qu'ils peuvent être eux-mêmes le pouvoir, qu'ils ne sont pas éternellement obligés d'y placer des gens qui ne sont pas de leur bord et dont il faut sans cesse être déçus.

Et dès que cette idée apparaît, elle est réalisée. Avec les moyens qui sont les leur, le travail, l'honnêteté, le dévouement, l'organisation. Ces mesures, ces idées, cette nouvelle façon de voir le pouvoir et la politique, elles viennent d'abord de la composition sociale de ce gouvernement provisoire. Elles n'étaient dans le programme d'aucun des partis, pas non plus dans celui de l'Internationale ou de Marx.

Jules Vallès raconte : « *Où est le Comité central ?... Il est égrené dans cette pièce. L'un écrit, l'autre dort ; celui-ci cause, assis à moitié sur une table ; celui-là, tout en racontant une histoire qui fait rire les voisins, rafistole un revolver qui a la gueule fendue. Je n'en connais aucun. On nie dit leurs noms : je ne les ai pas encore entendus. Ce sont les délégués de bataillons, populaires seulement dans leur quartier. Ils ont eu leurs succès d'hommes de parole et d'hommes d'action dans leurs assemblées, souvent tumultueuses, d'où est sortie l'organisation fédérale.* » Un autre témoin, Arthur Arnould, confirme : « *A l'Hôtel de Ville, il y avait des hommes dont personne ne connaissait les noms, parce que ces hommes n'avaient qu'un nom : Le peuple. La tradition était rompue. Quelque chose d'inattendu venait de se produire dans le monde. Pas un membre des classes gouvernantes n'était là.* »

Les Parisiens veulent remettre officiellement le pouvoir à leurs élus par le suffrage universel. Ils étaient convaincus qu'une fois les élections faites, ils ne seraient plus en situation d'insurrection, et que leur gouvernement serait considéré comme légitime, donc intouchable. Pendant huit jours, le Comité Central va même s'user, se dépenser en tractations avec les maires de Paris... qui refusent d'organiser les élections. Finalement, le Comité Central obtient les élections pour le 26 mars. Avant de céder la place, il donne ces consignes de vote en rupture avec la logique bourgeoise, la logique de l'Etat : « *Ne perdez pas de vue que les hommes qui vous serviront le mieux sont ceux que vous choisirez parmi vous, vivant de votre propre vie, souffrant des mêmes maux. Défiez-vous autant des ambitieux que des*

parvenus (...) Evitez ceux que la fortune a favorisés, car trop rarement celui qui possède la fortune est disposé à regarder le travailleur comme un frère ».

Le 27 mars 1871, 200 000 Parisiens et Parisiennes installent leurs élus à l'Hôtel de Ville. Pour Lissagaray : « *Jamais depuis la Fédération de 1790, les entrailles de Paris ne furent aussi fortement secouées* ». Qui sont ces hommes qui forment le nouveau gouvernement de la Commune ? 19 sont élus par les quartiers riches. Ce sont d'ex-maires ou adjoints, libéraux. Ils vont démissionner rapidement. L'ensemble des autres élus (66) recueille les votes des quartiers populaires. La plupart sont des militants reconnus, soit depuis 1848 comme Blanqui, Delescluze, Félix Pyat, soit depuis l'Empire et le siège comme Raoul Rigault, Vermorel, Flourens, Vaillant, Vallès, Lefrançais... Parmi eux, 25 ouvriers, dont les relieurs Varlin et Clémence, le menuisier Pindy, le ciseleur Theisz, le fondeur Duval, le tourneur Malon, le mécanicien Assi, le chapelier Amouroux... 17 sont membres de l'Internationale. Il y a aussi des employés, des comptables, des enseignants, des médecins, quelques journalistes qui se mettent au service de la cause populaire. Parmi ces élus, il y a également un millionnaire, Gustave Tridon, qui avait consacré sa fortune à la cause révolutionnaire. 19 élus sont des membres du Comité Central qui siégeait précédemment, comme Assi, Jourde, Billioray, Varlin, Delescluze, Pyat, Vallès, Vaillant. Parmi les élus, beaucoup sont jeunes, environ 25 ans, et beaucoup sont originaires de province.

Après le départ des représentants de la bourgeoisie, la composition politique de la Commune regroupe trois tendances : il y a des Blanquistes, partisans de la révolution sociale et d'une Commune comme celle de la Révolution Française (1792) dictatoriale et centralisatrice, Leur parti a été désorganisé avant la Commune par la répression et Blanqui est en prison. Mais il est élu. Les Blanquistes (Eudes, Duval, Rigault, Ferré ...) participent activement à la Commune, assumant un certain nombre de responsabilités à la Commission Exécutive, ainsi que pour organiser l'armée, la police et la justice. Ils poussent aux décisions rapides et à l'action. Parmi eux, Duval et Vaillant sont membres de l'Internationale.

Le deuxième groupe, ou minorité, est composé des principaux membres de l'Internationale et de la plupart des ouvriers comme Frankel, Malon, Varlin, etc. Ils sont encore attachés aux idées anarchistes de Proudhon et quelques-uns à celles de Bakounine. Ils refusent l'idée de dictature que devraient exercer les travailleurs et que les Blanquistes considèrent comme une absolue nécessité pour se donner une chance de victoire. Ils sont aussi de façon épidermique contre l'idée de centralisation politique de la classe ouvrière. Ils pensent par exemple que la province suivra par l'exemple, s'organisant en Communes qui se fédéreront avec Paris.

Il y a enfin une troisième tendance que l'on qualifie de "jacobins". Ce sont les plus nombreux. Ils ont des opinions diverses, se rassemblant autour des souvenirs de 1793. Ils veulent doter la Commune d'un Comité de Salut Public et se posent en défenseurs de la propriété privée. Beaucoup sont des anciens de 1848 comme Delescluze, le plus écouté, ou comme Félix Pyat (journaliste) qui se bat surtout dans son journal le Vengeur. Il y a également Flourens, plein d'ardeur pour la Commune.

Ainsi, dans la Commune de Paris, jamais un parti ouvrier ne se retrouve à avoir à exercer le pouvoir en tant que tel. Les militants et la population sont d'accords pour mettre en place leurs propres institutions nouvelles : Comités de vigilance des arrondissements, Comité central de la Garde nationale, Commune, commission exécutive de la Commune. On y voit un

certain nombre de défauts, légalisme, activisme, difficultés d'organisation, mais on ne connaît pas de tendance bureaucratique.

Evidemment, on a de bonnes raisons de penser que l'histoire n'a guère laissé de temps aux communards pour se bureaucratiser. Sans doute ! S'ils avaient disposé de plus de temps et de latitude, nul doute que des déformations auraient commencé à se manifester. L'on pourrait d'ailleurs en chercher des «germes» dans certains des évènements réels tels qui se sont produits. N'empêche, notre conviction est que l'existence d'une multiplicité des partis politiques impliqués était un puissant facteur contre la bureaucratisation.

Nul doute que dès qu'un parti se mettrait à manifester des comportements de cette sorte, la réaction des autres partis ouvriers impliqués serait immédiate. Une émulation tout à fait saine existe de ce point de vue. Chacun a à cœur de démontrer que ses idées, ses méthodes, sont meilleures, et est prêt à critiquer celles des autres. Dans une situation de parti unique au pouvoir, cette émulation tombe, ne peut pas fonctionner. Pire, lorsque des critiques sont formulées, elles apparaissent aux yeux des militants du parti au pouvoir comme des attaques insoutenables, qui mettent en cause non pas un point particulier de leur action, mais leur existence même. Et la tendance est à se refuser un examen sérieux de cette critique. Du coup, il n'y a plus guère de recul, plus guère de critique que l'on est prêt à accepter. Or, cette critique, dans l'art de gouverner, est chose aussi indispensable que dans l'art de s'opposer et de chercher à détruire l'ancien ordre des choses.

Dans le cas de la Commune de Paris, cet exercice mutuel de la critique a existé. Selon certains auteurs, il a même connu une existence bien trop importante, au point de paralyser des décisions urgentes, voire vitales. Peut-être. Mais l'histoire nous enseigne qu'il faudra savoir exercer cette critique, donc se donner les moyens et chercher les conditions pour qu'elle ait lieu, tout en gardant suffisamment d'efficacité. Car la recherche de l'efficacité à tout prix, ce qui était de toute évidence le souci de Lénine et des bolcheviks, sans préserver les conditions de la critique au sein de la classe ouvrière et de ses partis, cela ne fonctionne pas.

En résumé, on peut dire que le socialisme, cette période de transition, elle-même diverse et variable, changeante, entre le capitalisme et le communisme, le socialisme donc devra être libre. A nous tous, militants de tendances diverses, de trouver les moyens de faire cette liberté.

Dans le cas de la révolution russe, « les germes » de cette situation de pouvoir exercé par le parti bolchevik seul, si l'on veut parler ainsi, sont à trouver dans l'insurrection d'Octobre. Cette insurrection a été menée par le parti bolchevik seul. Le problème est qu'aucun autre parti n'était prêt à ce genre d'action. Mais que d'un autre côté, Lénine avait raison de juger qu'il fallait agir vite. Quelques semaines de plus et la situation aurait probablement basculé en faveur de la réaction, avec à la clé une réédition du coup de Kornilov, avec pourquoi pas succès cette fois.

Nous ne pensons donc pas qu'il faille reprocher aux bolcheviks et à Lénine d'avoir pris la décision de l'insurrection. Mais, en prenant le pouvoir, les bolcheviks ne prenaient-ils pas en mains une destinée plus large que celle de leurs seuls électeurs et sympathisants. Aussi nombreux et majoritaires étaient-ils devenus, ils ne représentaient pas l'ensemble de la population ouvrière et paysanne. Alors ? alors, peut-être auraient-ils dû agir avec la sagesse que nous montre la Commune de Paris, et en particulier le Comité central de la garde

nationale. Certes, il exerce le pouvoir, mais dans des conditions et des circonstances qui font qu'il ne veut se considérer que comme un gouvernement provisoire. Il va donc s'atteler à préparer les conditions morales et matérielles de l'installation, à sa suite, d'un gouvernement clairement installé par l'ensemble de la population travailleuse, la Commune.

Lénine et les bolcheviks ont sauté cette étape. Se trouvant le bras armé de la prise du pouvoir, ils en concluent qu'ils représentent un gouvernement légitime. La garde nationale, en 1871, a une autre attitude, qui semble plus juste. Elle en appelle à des élections démocratiques et populaires, qui doivent avoir valeur d'exemple au niveau la plus large.

Dans le cas de 1917, la situation était sans doute également embrouillée par la perspective de l'Assemblée constituante, convoquée justement pour cette période. Les bolcheviks ne voulaient pas s'en remettre à cette institution, élue et préparée dans une situation qui avait déjà changé, et ne reflétait pas tout l'enseignement politique des masses jusqu'à la veille d'Octobre. Il était juste de ne pas vouloir s'en remettre à cette Assemblée-là. Mais il était important de chercher les conditions politiques qui remettent véritablement l'exercice du pouvoir en des mains multiples, par tout un processus nécessaire, et non de s'en emparer hâtivement comme un fait acquis qui s'impose. L'insurrection pouvait tout à fait instaurer un gouvernement provisoire, et il aurait eu l'auréole d'avoir sauvé la Russie d'une nouvelle tentative putschiste. Ensuite, ce gouvernement provisoire, par la force des choses bolchevik pouvait s'adresser à la nation pour poser le problème de la mise en place d'une nouvelle politique, et d'un gouvernement qui la représente.

On pourrait nous objecter que les bolcheviks ont essayé de faire participer d'autres partis, qu'on ne peut pas obliger ceux qui décidément ne veulent pas, que les socialistes réformistes bourgeois de 1917 ne sont plus les révolutionnaires encore honnêtes et d'une autre période historique de 1871. Sans doute ! Mais on peut susciter y compris, pourquoi pas, la création de nouveaux partis politiques. La bourgeoisie l'a fait maintes fois dans son histoire. Il ne s'agit pas de résoudre un problème formel, et de simplement éviter qu'un parti unique se retrouve seul au pouvoir. Il faut vraiment aller plus loin, mettre dans notre programme, donc dans toute notre action, la nécessaire représentation de tous les courants qui existent à ce moment dans les couches diverses de la population.

Cela pose des problèmes complexes. De ce point de vue, c'est la Commune de Paris qui mérite d'être étudiée, ré étudiée. Et cela ne suffira pas. La classe ouvrière moderne, dans les pays dominants, surtout, connaît une forte représentation de l'aristocratie ouvrière. Les partis qui lui sont liés, risquent dans leur majorité de prendre des attitudes analogues ou pires que celles des mencheviks et des SR de 1917. Ils peuvent jouer les Noske de l'Allemagne en révolution, et vouloir eux-mêmes réprimer la partie révolutionnaire de la population. Mais jamais aucune couche sociale ne sera totalement homogène. Dans cette aristocratie ouvrière aussi, se manifesterait tout de même une générosité, un élan révolutionnaire, et l'on devra s'attacher à en faire éclore une représentation politique. Cette catégorie sera minoritaire ? on pourra la sur représenter. Les catégories traditionnelles seront nombreuses et dangereuses ? on devra les sous représenter, mais on cherchera tout sauf leur absence.

De toute manière, la révolution socialiste ne peut se faire sans l'accord de la majorité. Alors, si l'histoire à venir nous apprendrait qu'elle est devenue impossible à acquérir au niveau d'une nation, il faudra chercher les moyens de la gagner par l'adjonction de plusieurs nations, c'est-à-dire, s'il le faut, par une action commune à la fois dans les pays dominés, plus peuplés,

et bien plus exploités, et dans les pays dominants, qui ont évolué vers le développement des privilèges, mais pour une minorité à l'échelle de l'humanité.

Les bolcheviks ont agi en Octobre 1917 comme s'il était possible de geler l'histoire à un moment donné, sous prétexte que ce moment est favorable aux révolutionnaires. Ils ont de fait écarté du pouvoir toutes les forces suspectées de ne pas vouloir de la révolution socialiste, et en premier lieu leur représentation politique. Mais une telle attitude est illusoire. Ces forces, nous savions qu'elles étaient là pour toute une période. En les excluant de fait du jeu politique, les bolcheviks ont, sans l'imaginer une seconde, ouvert la voie à une plaie mortelle, gravissime, dans leur propre parti. Il est probable que dans un autre contexte, avec une multiplicité de partis présents sur la scène politique, l'évolution du parti bolchevik aurait été tout autre. Et il aurait pour le moins retrouvé une bonne part de ses qualités révolutionnaires.

Car ce n'est pas seulement dans l'opposition au pouvoir que le parti retrouve ses raisons d'être, mais de manière plus générale, dans l'opposition politique. Eliminer les autres partis politiques, c'était éliminer les réactions les meilleures, les réflexes les plus sûrs et les plus essentiels des militants et du parti. C'est un phénomène qui n'est pas sans rapport à celui qui a été découvert en biologie en ce qui concerne les cellules humaines. Chaque cellule vit non seulement de sa propre nourriture, de sa propre aventure, mais elle dépend de la vie globale de l'ensemble des cellules voisines. Tout un réseau d'informations fonctionne entre elles et détermine un comportement lié à ce groupe. Dans certaines situations, une absence d'informations, de liens, va entraîner un suicide de ces cellules, leur existence n'ayant plus de sens, dans la mesure où elles ne sont plus rattachées à suffisamment de processus vitaux.

On en a une illustration a contrario lors de la période de remontée, momentanée, de l'opposition de gauche, en 1926. Le fait qu'une opposition pourtant politiquement hétérogène, réunisse tout de même des révolutionnaires éprouvés, ayant un long passé commun, « les plus illustres compagnons de Lénine, les plus illustres combattants de la révolution et de la guerre civile » (Carrère d'Encausse), produit une réaction quasi-naturelle, de renaissance d'une certaine vie révolutionnaire dans le fonctionnement d'une fraction du parti, alors que l'ensemble vit maintenant d'une vie totalement différente. « Peu nombreux, écrit Héléne Carrère d'Encausse, les partisans de l'opposition constituent cependant une force sans rapport avec les données numériques. Il s'agit en effet de militants aguerris, qui ont pour la plupart fait preuve de leurs qualités dans la période de lutte révolutionnaire. Le vieux parti de Lénine semble se reconstituer ainsi, contre un parti bureaucratisé et sclérosé où le militant a fait place au privilégié. (Lénine, la révolution et le pouvoir)»

C'est l'opposition politique au parti bureaucratisé qui redonne vie aux qualités révolutionnaires à cette fraction du parti. Malheureusement, les militants qui vivent ces événements ne perçoivent pas la pertinence de cette situation. Au contraire, ils subissent les événements et n'ont comme perspective et comme espoir que l'idée d'un retour le plus rapide possible vers l'unicité du parti. C'est Staline, qui, instinctivement, comprend sans doute le mieux, cette problématique : l'idée d'unicité du parti devient entre ses mains la meilleure des armes pour affaiblir surtout moralement l'opposition.

Cette arme est utilisée pour la première fois au sein du parti en mai 1924 lors du 13ème Congrès. Et elle est le fait de Zinoviev qui s'attaque à Trotski. Parlant des activités de l'opposition, Zinoviev propose qu'elle vienne faire publiquement son autocritique. « *La démarche la plus digne d'un bolchevik que l'opposition pourrait faire, dit-il, serait de venir à la tribune et de dire : je me suis trompé, le Parti avait raison* ». Nombre de bolcheviks sont

indignés part cette proposition humiliante, qui rompt aussi avec la manière de considérer les idées et les hommes. Mais elle fait mouche. Et bien que la proposition ne soit pas retenue, Trotski y répond en partie, en reconnaissant qu'il n'est pas possible « d'avoir *raison contre le Parti* ». Reprise et développée ensuite par Staline, cette arme va faire des ravages dont le summum sera atteint avec les procès de Moscou de 1936.

4 - LE PARTI DU POUVOIR STALINIEN

C'est contraint et forcé par les évènements que Lénine avait utilisé les membres, les énergies, les qualités du parti pour assurer les tâches de l'Etat. Et il l'avait fait avec un regard et une attitude critique. Staline a au contraire immédiatement l'attitude inverse. Il fait tout pour transformer tout-à-fait volontairement le parti en un organe à la hauteur de cette tâche du contrôle de l'Etat. Et il commence à le faire en renforçant son contrôle sur le secrétariat. Les vieux bolcheviks, tout à leur tâche dans les commissariats du peuple ou autres services du gouvernement, ne voient pas, ou ne comprennent pas ce processus.

Dès le 13^e Congrès, celui de mai 1924, ce premier objectif est à peu près atteint. Le Congrès est ficelé d'avance. « *Le Parti se trouvait privé de ce dont Staline voulait précisément le priver : la possibilité même de changer, par des élections, l'équipe dirigeante(...) La suppression d'une telle "procédure" était un préalable au succès de Staline* ». (Moshe Lewin)

Pour comprendre les possibilités que permet l'appareil du secrétariat, il faut savoir que, considéré de manière isolée, le secrétariat apparaît comme une véritable pyramide. Au sommet, le Secrétariat du Politburo et de l'Orgburo ; à la base, les secrétaires au niveau des districts. Réussir à en faire un organisme unique qui fonctionne de haut en bas, de manière hiérarchique, obéissante, disciplinée, c'est disposer d'un outil omniprésent, qui va se mettre à fonctionner au service exclusif de ceux qui le dirigent, indépendamment voire à l'encontre des rapports de forces politiques locales.

Cet outil surveille à son tour deux autres organisations, le système des soviets, et l'administration gouvernementale. Les soviets locaux sont déjà vides de sens, et ne sont conservés que pour conserver la fiction de l'ancien pouvoir populaire. Ils sont chapeautés par les soviets de chaque république, puis par le Soviet suprême de l'URSS. Ils n'ont de réelle activité que pour certaines fonctions administratives, et sont subordonnés au Conseil des commissaires du peuple, et leurs départements. L'administration gouvernementale, elle, a un rôle bien réel. C'est un second échafaudage, bien puissant, qui va du Conseil des commissaires du peuple au sommet, et descend jusqu'à ses institutions locales.

En résumé, trois pyramides vont traverser la société. Les soviets, l'administration, le parti. Les soviets sont une semi-fiction. On les conserve et on leur donne un rôle minimum parce qu'il faut bien. Et ils sont sous un double contrôle très étroit et de l'administration et du parti. Les véritables lieux du pouvoir sont dans l'administration gouvernementale et le parti.

En 1925, Zinoviev et Kamenev, maintenant victimes de la dictature qu'ils ont contribué à installer, sont affolés, et se retournent vers Trotski. L'opposition qui se forme dispose de forces importantes : elle a des vieux révolutionnaires expérimentés, et la sympathie de la jeune génération qui s'est engagée dans la guerre civile. De plus elle est davantage consciente que la bureaucratie distille un poison mortel. Les méthodes de l'opposition changent, alliant la

critique au sommet et le travail d'organisation clandestin dans les cellules ouvrières du parti à la base. Mais en 1927, c'est cette fois l'échec de la révolution chinoise qui marque un nouveau échec dans cette tentative de remonter la pente depuis l'intérieur du parti

En 1922, l'Internationale avait demandé au tout jeune parti communiste chinois d'entrer dans le Kuomintang, un parti libéral bourgeois opposé lui aussi au régime seigneurial semi-moyenageux. L'idée était que le PC, vraiment trop petit, pouvait y gagner et y recruter. En 1926, Trotski se prononce pour la sortie du PC du Kuomintang. C'est que depuis mai 1925, les masses sont en mouvement en Chine, et en particulier la classe ouvrière. Pour Trotski, le PC chinois devrait maintenant apparaître avec son propre drapeau indépendant, pour avoir une chance de rallier le prolétariat et mûrir. Mais Trotski reste seul de cet avis.

Et le prolétariat chinois va échouer et être massacré. Ceci est directement la responsabilité de l'Internationale Communiste dirigée par Staline. Le jeune parti communiste chinois est encadré et conseillé par des cadres qu'elle lui envoie. La bureaucratie soviétique a déjà proclamé que le socialisme peut se construire dans un seul pays. Au lieu de mettre en garde les ouvriers chinois contre la trahison certaine de la bourgeoisie libérale, Staline ordonne au contraire au parti communiste chinois de rester dans son parti, le Kuomintang. Il laisse ainsi le prolétariat chinois sans direction politique. Trotski avait raison. Mais cela ne sert guère d'avoir raison. En politique, il faut gagner. Là, ce sont Trotski et ses amis qui sont victimes de la hargne des responsables de l'échec chinois.

Le 14 novembre 1927, dix ans après la révolution d'octobre, Trotski est exclu du parti. Le 17 janvier 1928, il est déporté à Alma Ata. Ce n'est que le début de la déportation dans les camps de dizaines de milliers d'oppositionnels communistes qui refusent de céder aux pressions de l'appareil stalinien pour qu'ils renoncent à leur combat. Pour la seule année 1928, Trotski estime à 8000 le nombre d'oppositionnels arrêtés, déportés ou incarcérés.

Un nouveau pas dans l'asservissement du parti pour en faire un instrument docile devra être franchi après 1928, lorsque le pays va être lancé dans l'industrialisation et la collectivisation forcée. Entre 1922 et 1935, un million et demi de membres ont quitté le parti. La plupart ont cessé de payer leur cotisation, prenant de fait mais sans le dire, la tangente. Cette masse est aux yeux de Staline dangereuse, inquiétante, et va devenir la cible, à tort ou à raison, de ses attaques. En même temps, le parti lui-même est l'objet d'une chasse aux sorcières. Tout membre ancien ou présent du parti est une menace à ses yeux. Et ce, alors qu'il n'y a plus maintenant d'opposition politique organisée.

« Les différents courants de la vieille garde, trotskistes, zinovievistes, boukhariniens - chaque groupe se "réveillant" quand le précédent venait d'être vaincu-, se sont battus du mieux qu'ils pouvaient pendant quatre ans. La plupart ont fini par rallier le camp de Staline. Trotski, contraint à l'exil, est la principale exception. » (Moshe Lewin) Mais de 1929 à 1932, de petits courants, parfois des individus seuls, continuent de combattre. Ivan Rjutin fait circuler un manuscrit de mille pages (Plate forme des marxistes-léninistes). Le Comité central n'aurait pas autorisé Staline à l'éliminer physiquement en 1932. Il est jeté en prison et disparaîtra quelques années plus tard. Christian Racovski écrit jusqu'en 1934 des analyses remarquables sur Staline et la bureaucratie. Puis il se repentit. Ce qui ne l'empêchera finir également éliminé.

Au début des années 1930, le parti finit d'être transformé en un simple appareil bureaucratique obéissant, qui n'a plus rien à voir avec le parti politique ouvrier chargé de

tradition, d'idées, d'expérience. En 1932, on abandonne l'ancien principe d'égalitarisme dans le parti, qui voulait notamment que, quelle que soit sa position, tout membre ne peut toucher plus qu'un ouvrier qualifié. Au sein du Politburo, Staline organise un émiettement du fonctionnement. Et il s'arrange pour rester seul à tout savoir, tout contrôler. Au lieu de réunir cet organisme suprême dans sa totalité, il en convoque cinq, trois voire deux membres seulement, selon les problèmes. Au lieu de voter en réunion plénière, une feuille circule où l'on doit apposer sa signature. En clair, il n'y a plus à discuter, seulement à approuver, et cela au plus haut niveau.

La paranóia du contrôle total fait que Staline et les deux principaux services du Comité central, l'Orgburo et le Secrétariat, s'occupent du détail d'un nombre gigantesque d'affaires totalement secondaires ou locales. Moshe Lewin écrit que « *les ordres du jour de ces deux organismes chargés de préparer les textes à soumettre au Politburo donnent tout simplement le vertige, de même que le nombre d'affaires et de documents dont ils s'occupent* ».

Staline et les hautes castes bureaucratiques vivent dans l'angoisse du contrôle de la société. Le résultat en est une prolifération d'organismes qui font doublons, qui ont la même tâche. Un éditorial de 1940 des Izvestia décrit ceci : « *Un grand nombre de départements et de services inutiles sont apparus dans notre administration, d'innombrables superstructures où les employés ne font qu'écrire et écrire, réaliser des enquêtes et répondre au courrier. Et, trop souvent, ce torrent de papier ne débouche sur rien du tout* ». Moshe Lewin donne son explication : « *Nous savons que les bureaucraties, qu'elles soient efficaces ou paresseuses, ne sont pas des outils si dociles. La stratégie stalinienne entendait pallier cette difficulté en maîtrisant les maîtres", c'est-à-dire les sommets de chaque bureaucratie (...) Chaque rapport lu, chaque usine inspectée, chaque village (ou ville) visité leur faisait s'apercevoir que des masses de gens n'exécutaient pas ce qu'ils avaient ordonné, dissimulaient la réalité du mieux qu'ils le pouvaient ou étaient tout simplement incapables de tenir la cadence imposée. Ils constataient que les milliers d'ordres et de décrets qu'ils promulguaient n'étaient même pas convenablement archivés. Ces observations ont contribué à répandre chez cette poignée de dirigeants la conviction que leur pouvoir était bien plus fi-agile qu'il n'y paraissait. Ils partageaient un sentiment d'insécurité, une perte de repères, et chez certains surgissaient des doutes sur le bien fondé même de la ligne politique suivie* ».

On peut ajouter que la bureaucratie n'a pas d'histoire, pas de tradition, dans l'art de gouverner. Et qu'en absence de mémoire, d'expérience, donc de confiance, la seule solution possible est la marche à la dictature. Le stalinisme a beau ne plus avoir d'ennemis personnels (Moshe Lewin souligne que jamais la vie de Staline n'a été mise en danger), il va lutter contre une horde d'ennemis, qui sont en réalité « *les limites objectives : les courants sociaux et les transformations en cours, l'usure des institutions, les structures psychologiques et culturelles* ».

Une fois livré à lui-même, seul au pouvoir, Staline devient l'objet de ses propres fantasmes personnels et psychologiques. Ainsi, fasciné par les grands talents, il va éprouver le besoin de les utiliser d'abord, ensuite de les dominer, les humilier, jusqu'à les détruire. Staline se mêle d'art, de littérature, de sciences. Lui-même n'acquiert rien d'aucun de ces domaines. Par contre, le simple fait que Staline s'intéresse à quelqu'un le met en danger de mort. La rancœur de Staline est tenace. Il n'oublie jamais, et il sait être patient, attendant des années, pour toujours chercher à se venger de la moindre contrariété qu'il a pu éprouver. Par exemple, accusé en 1920 d'avoir été un chef de guerre médiocre contre la Pologne, Staline se venge en 1937, en démolissant physiquement tout le haut commandement militaire de l'URSS, et en

particulier Toukhatchevski, le plus brillant général. Il suffit de fabriquer des "preuves » d'une soi-disant trahison au service de l'Allemagne.

A partir de 1929 (le 13 juillet 1929, c'est la capitulation de Préobrajensky, Radek et Smilga), la pression de l'appareil policier de Staline se fait tellement forte qu'il parviendra donc à faire capituler de vieux militants, des révolutionnaires bolcheviks : le summum sera atteint avec les fameux procès de Moscou en 1936. L'orage de la seconde guerre mondiale approchant, Staline a décidé d'en finir définitivement avec tout ce qui a pu toucher de près ou de loin avec la révolution.

Il va agir à deux niveaux. En surface, des procès odieux, à grand spectacle, où il fait se renier quelques figures bolcheviques. En profondeur, il exécute purement et simplement les milliers d'opposants encore vivants dans ses camps. Et à l'échelle internationale, il envoie des gangsters à sa solde traquer les militants trotskistes ou d'autres tendances croyant encore à la révolution prolétarienne.

A Moscou, Zinoviev, Boukharine et d'autres comparaissent. Ils sont démolis par la tactique de Staline. Voici quelques « aveux ». Zinoviev: « *Nous brûlions de haine contre le Comité Central du parti et contre Staline. Nous étions persuadés qu'il fallait à tout prix que les dirigeants fussent remplacés et remplacés par nous de concert avec Trotski.* » Kamenev: « *Le complot terroriste a été organisé et dirigé par moi, par Zinoviev et par Trotski.* » Et à la question du procureur Vychinski : « *Vous avez été mus par des motifs de bassesse, par la soif de pouvoir personnel ?* », on entend Kamenev répondre : « *Oui, la soif de pouvoir de notre groupe.* »

C'est ridicule, bien sûr. Mais c'est le point final de la lutte de Staline affirmant et confirmant son pouvoir : il fait dire à ses opposants écrasés que c'est lui qui a raison et lui seul. Dès lors Staline est purement et simplement un dictateur. Du bureau du 9ème Congrès de 1920 du PC russe, il ne restera à peu près personne de vivant. Yenovkidzé exécuté ; Boukharine exécuté ; Tomsky suicidé lors de son arrestation ; Latchévitch disparu ; Kamenev exécuté ; Préobrajenski exécuté ; Serebriakov exécuté ; Rykov exécuté ; seul Lénine est mort de mort naturelle.

Staline va plus loin. Il nettoie ses couteaux sanglants en éliminant à leur tour les gens qui l'ont servi. Cette fois, il éprouve le besoin d'éliminer tous les témoins de la période cruciale des années de révolution et de guerre civile, dans l'espoir de pouvoir construire sa propre histoire, et sa propre image, sans risque de démenti ou de contradiction. C'est ainsi qu'en 1937-38, il lance les purges contre les cadres du parti. La logique de la dictature absolue l'amène à faire régulièrement le vide autour de lui.

Cette évolution de Staline, Trotski l'a quasiment prédite. Voici ce qu'il en disait en 1924, en discutant avec Smimov: « *Médiocre, oui. Nullité, non. La dialectique de l'histoire s'est déjà emparée de lui et elle le portera plus haut encore. Tous ont besoin de lui- les révolutionnaires fatigués, les bureaucrates, les nepmen, les koulaks, les parvenus, les serviles, tous ces vers qui rampent sur le sol labouré de la Révolution. Il sait comment les trouver sur leur propre terrain, il parle leur langage et sait comment les conduire ; il a la réputation méritée d'un vieux révolutionnaire, ce qui le rend pour eux inestimable comme moyen d'aveugler le pays ; il a de la volonté et de l'audace ; il n'hésitera jamais à les utiliser et à les dresser contre le Parti ; il a déjà commencé à le faire. Maintenant, précisément, il rassemble et organise autour de lui les cafards du Parti, les intrigants rusés. Sans doute, de*

grands événements en Europe, en Asie, et dans notre pays peuvent intervenir et renverser toutes les spéculations. Mais, si tout continue à se développer automatiquement comme maintenant, alors Staline deviendra, automatiquement aussi, dictateur. »

Cette épuration, tout indique que Staline y pense depuis longtemps, et qu'il l'a d'abord programmée pour 1933. C'est donc quelque chose de mûrement réfléchi qui se met en branle. Ainsi, pour éliminer le premier théoricien qui s'était mis à son service, le brillant Boukharine, Staline place le Comité central dans une situation à moitié folle. Il fait 3 propositions : arrestation et transmission au NKVD, ce qui signifie la mort pour Boukharine ; pas d'arrestation, mais poursuite de l'enquête par le NKVD ; ou pas d'arrestation, on le laisse partir. Pour tout le monde, la 3ème proposition apparaît pour ce qu'elle est un piège : qui la choisit se condamne à coup sûr. Mais même ceux qui votent pour le deuxième choix vont y perdre la vie.

Le NKVD, équivalent d'un ministère de l'Intérieur, a été soigneusement préparé. Les salaires viennent d'être largement augmentés. Un budget de 85 millions de roubles est débloqué. La tâche est planifiée : le décret n° 00447 de juillet 1937 fixe d'avance que 75 000 personnes doivent être exécutées, et 225 000 envoyées dans les camps. Dans la pratique, ce sera le double. Trois organismes vont agir de concert: Tchéka, GPU, NKVD. *« Les tchékistes, précise Lewin, sont désormais séparés des autres membres du Parti, y compris socialement, puisqu'ils disposent de leurs propres datchas, clubs et équipements de loisirs. »* Les chefs de la Tchéka sont maintenant payés dix fois le salaire d'un ouvrier, alors que les Tchékistes de la guerre civile, qui risquaient leur vie, étaient mal payés. Le Parti lui-même est devenu un service de police.

Le résultat de cette terreur bureaucratique, c'est que pour les deux années de 1937 et 1938, 1 550 000 personnes sont arrêtées pour activités antisoviétiques, dont 682 000 sont fusillées. Les cadres dirigeants sont décimés, de même que ceux qui les ont remplacés, puis les remplaçants des remplaçants. En 1938, le Goulag (direction des camps, sous division du NKVD) atteint des sommets. Les camps de travail ont reçu 540 000 prisonniers en 1937, et 600 000 en 1938. En 1939, sur ordre de Staline, une campagne de rectification a lieu, et 837 000 personnes sont libérées. Mais les chiffres repartent à la hausse ensuite. Le 1er janvier 1940, on compte pratiquement 2 millions de personnes. La plupart sont des droit commun (vol, abandon du lieu de travail). 420 000 sont des prisonniers politiques, qualifiés de « contrerévolutionnaires ».

Une telle répression de masse a des conséquences catastrophiques à tous les niveaux, dans l'économie, l'administration, dans la vie culturelle même. La production est touchée, des gens douteux peuplent les bureaux. Alors ? eh bien, il faut trouver un nouveau responsable. Ezov, chef du NKVD, est arrêté, et remplacé par Béria. Il est accusé à son tour d'être « à la tête d'une organisation contre-révolutionnaire », et exécuté en février 1940, exactement comme il avait lui-même procédé. Bientôt, il y aura plus de 20 000 agents du NKVD qui vont être enfermés dans les camps, accusés d'en avoir trop fait courir les citoyens et le Parti. Mais il ne faudrait surtout pas en déduire qu'il y aurait un quelconque assouplissement du régime sur le fond. Au contraire, pour ce qui est des « trotskistes droitiers, les nationalistes bourgeois et l'espionnage », on interdit aux avocats de prendre connaissance du dossier avant de plaider devant la cour.

Tout le monde a entendu parler du Goulag, au point que pour ceux qui ne connaissent pas grand chose à l'histoire de l'URSS, l'URSS c'est le Goulag, et puis c'est tout. Pour

commencer, les premiers camps datent de la NEP. L'idée était à l'époque de faire quelque chose d'un peu Plus> humain que les prisons de l'époque héritées du tsarisme, et qui étaient de véritables cages. S'y ajoutait aussi l'idée d'une certaine possibilité de réhabiliter par le travail, et ces lieux étaient prévus pour que l'on puisse y travailler dans des conditions proches de la normale. Seuls les camps réservés aux détenus politiques, aux îles Solovki, sur la Mer Blanche, connaissaient des conditions réellement sévères. Ailleurs, à part les grands criminels, les autres pouvaient rentrer chez eux le soir. Les tribunaux de l'époque cherchaient à limiter les peines de prison, en décidant plutôt des peines de « travail obligatoire ». Cela n'avait rien à voir avec le « travail forcé » par exemple des bagnes français. Il faudrait plutôt le comparer à un actuel travail d'utilité collective.

Le système était alors en train de chercher des solutions plus humaines que celles du monde bourgeois. Par exemple, l'on pouvait garder son ancien emploi, mais une amende était déduite du salaire pendant la période de la sentence. Des débats avaient lieu sur ces expérimentations, et ils étaient largement publiés.

Tout cela change dans les années 30. La période aussi a changé. Nous sommes maintenant dans l'industrialisation forcée. Cette fois, on peut dire que les peines sont bien du « travail forcé ». Les camps vont fournir une main d'œuvre gratuite, peu coûteuse, disciplinée, facile à mobiliser et à déplacer, sans droits, en bref de quasi esclaves. La Justice et les camps passent sous la coupe du NKVD. Et c'est alors, en 1934, que le système pénitentiaire (camps, colonies, prisons) est coiffé d'un nouveau service, le Goulag, qui signifie « Direction générale des camps ». En même temps est construit tout un réseau administratif destiné à la construction industrielle : barrages, routes, voies ferrées, usines. Les camps destinés aux programmes militaires, y compris atomique ou spatial, en feront également partie.

Sous l'impulsion de l'industrialisation forcée, le Goulag devient une machine énorme, un Etat dans l'Etat. En 1952 ses investissements atteindront 9% du PIB. Le Goulag aura sa propre administration, sa propre police, ses propres écoles, etc. Mais, éloigné de tout, va y régner la loi de l'arbitraire : vols, faux rapports, économies sur les vêtements, la nourriture, traitement criminel des prisonniers, au point de rendre des dizaines de milliers d'emprisonnés improductifs. Mais cette administration ne se soucie pas de productivité. Pire, elle est en déficit ! D'où la recherche, avant même la mort de Staline, discrètement, de solutions de rechange.

Le MVD, nouveau nom du NKVD depuis l'industrialisation du Goulag, se rend compte qu'il vaudrait mieux disposer d'une main d'œuvre libre. Une expérience est tentée dans la province extrême-orientale, sur un chantier de 120 000 prisonniers. Un salaire, et d'autres mesures destinées à stimuler la productivité, sont instaurés. L'équilibre financier est alors atteint. Et l'expérience est étendue partout. Mais au sein même des camps, l'administration se heurte à un refus, une opposition de plus en plus large. D'anciens officiers encadrent ces mouvements, apprennent à contourner les services d'espionnage. En 1951, on compte ainsi un million de journées de « refus de travail », en clair de grève.

Mais cette victoire est une défaite pour les opprimés du monde entier, pour le mouvement ouvrier international. Car cette fois, contrairement à la Première guerre mondiale, plus personne ne va arborer des valeurs internationalistes, prolétariennes, des valeurs de classe. En mai 1943, alors que Staline inflige à Hitler la défaite décisive de Stalingrad, tournant essentiel de la guerre, il dissout l'Internationale Communiste. Certes, elle était devenue une ambassade internationale aux ordres de la bureaucratie soviétique. Mais le

symbole de l'internationalisme était ainsi jeté à la poubelle de l'histoire. C'était aussi la démonstration que chaque classe ouvrière de chaque pays devait se mettre au service de sa bourgeoisie, ou de sa fraction dite «anti-fasciste ».

Staline n'a jamais utilisé le socialisme ou le communisme comme valeurs à opposer ni au fascisme, ni au capitalisme en général. Il a au contraire cultivé un nationalisme de plus en plus grossier. Il ne s'agissait même pas d'une forme de patriotisme socialiste, d'une défense de la patrie de la révolution ouvrière contre les anti communistes. Mais bien de valeurs nationales, sans distinction de classes, faisant appel à la gloire des tsars du passé, opposé aux envahisseurs étrangers. Pour aider à la mobilisation générale une fois la guerre déclarée, il fait appel à l'Eglise orthodoxe pour venir à sa rescousse. Les églises sont ré ouvertes, et les popes sont chargés de prêcher pour la patrie.

« Staline fit en sorte, précise Lutte Ouvrière, que pas un ouvrier allemand ne puisse se dire qu'il valait mieux le régime soviétique que celui de Hitler. Pour cela, il dressa au chauvinisme la population russe ; il lui intima la vengeance aveugle, dans les régions peu à peu libérées. Il dressa les soldats de l'Armée rouge aux mêmes méthodes que Hitler avait inculquées à ses soldats, aux mêmes massacres aveugles, aux mêmes pillages, aux mêmes viols ». De même, la libération de l'Europe de l'Est occupée par l'Allemagne est menée de manière à tuer jusqu'aux espoirs que l'Armée rouge aurait pu faire naître.

Au niveau mondial, l'attitude de Staline dans la guerre, plus encore que la victoire elle-même, apporte aux dirigeants bourgeois la preuve, si elle était encore nécessaire, qu'il n'y a strictement aucun danger révolutionnaire à craindre de ce côté. Certes, l'URSS est un corps étranger qui échappe à la main mise du système capitaliste, mais Staline n'est pas Lénine.

La victoire de 1945 de l'URSS contre l'Allemagne nazie arrive au bon moment. Elle réhabilite le régime, lui donne un nouveau souffle, une légitimité aussi bien à l'intérieur qu'à l'échelle internationale. Le stalinisme va se survivre une dizaine d'années de plus. Toujours aussi dur et terrible, le régime s'attaque à la reconstruction du pays, et au contrôle de l'immense zone dont il a maintenant la responsabilité: 23 millions de km², 360 millions de personnes. La guerre a fait 20 millions de morts, civils et militaires, en URSS.

Cette guerre effrayante à peine terminée, Staline remplit à nouveau les camps. Alors que le nombre de détenus était tombé, si l'on peut dire, à 800 000 durant la guerre, à va remonter, jusqu'à dépasser les 3 millions en 1953, et les 5 millions si on ajoute les exilés et les emprisonnés. Car en bonne logique avec sa propagande nationaliste russe, les minorités nationales sont devenues suspectes. 200 000 tatars de Crimée, 400 000 Tchétchènes, 90 000 Ingouches, 75 000 Karatchaïs, 42 000 Balkars sont déportés en Sibérie ou en Asie centrale. Sans compter 380 000 prisonniers Allemands de la Volga. Même les soldats russes qui ont eu le malheur d'être faits prisonniers par les Allemands sont suspectés et enfermés dans les camps. Dès 1948, le pays retrouve la production industrielle d'avant guerre, et elle double en 1952. Mais la société étouffe, emprisonnée dans ce climat particulier de suspicion, de dénonciation, de danger d'arrestation permanent de tout le monde sans aucune exception, qui caractérise le système stalinien.

On l'a vu avec l'exemple du Goulag, un certain nombre de diagnostics alarmants poussent les responsables à rechercher des correctifs. Le stalinisme pur et dur ne pouvait plus durer. Ainsi, il ressort d'un certain nombre de rapports un problème que l'on nomme* alors « *l'auto approvisionnement* » et qui indique en fait que la bureaucratie du parti est en train de se

retrouver sous la coupe et la dépendance de la bureaucratie gouvernementale. Concrètement, cela prend la forme bien ordinaire d'une corruption : « *les chefs des services gouvernementaux, et avant tout ceux des ministères économiques et de leurs agences locales, distribuaient des pots-de- vin sous la forme de primes, de services de toutes sortes - construction de datchas, réparation de logements, réservation de places dans de confortables maisons de repos pour les secrétaires locaux du Parti et leurs familles- le tout aux frais de l'Etat* ». « *Les pots-de-vin n'étaient pas seulement proposés, ils étaient sollicités, voire exigés* ». En clair, l'élite du parti commence à vivre d'une manière directement dépendante de la bureaucratie d'Etat, et ses cadres lui sont soumis.

« *Nous (le Parti) avons perdu le pouvoir !* » : ces mots sont inscrits dans le procès-verbal d'une réunion de 1946. Sans doute, la guerre, qui avait vu les ministères en première ligne, avait-elle accéléré le processus. Face au danger d'une relégation de l'appareil du Parti à un rôle de figuration, et à une soumission à l'appareil de l'Etat, la direction décide que le Comité central ne s'occupera plus directement des questions économiques. Une liste est établie de tous les postes essentiels qui doivent être placés sous le contrôle du Parti. Cette liste, c'est la nomenklatura. Elle comporte près de 43 000 postes, soit un tiers des 160 000 postes supérieurs (105 000 dans l'appareil central de gouvernement à Moscou, 55 000 dans les ministères ou dans les républiques).

Mais les ministères ne vont pas montrer beaucoup de zèle pour suivre les règles de la nomenklatura. Ils nomment, transfèrent, renvoient des titulaires de postes, sans consulter le Comité central, ou en l'informant après coup. Moins de deux ans plus tard, fin 1948, cette tentative est stoppée. Désormais, l'appareil du Comité central doit suivre lui-même le fonctionnement des ministères et autres organismes du gouvernement central.

On se souvient que Staline avait voulu construire un parti capable de contrôler et diriger tout le jeu économique et politique. Mais les forces sociales l'ont dépassé. La bureaucratie d'Etat, qui en URSS s'occupe directement de l'économie, est en train de devenir plus puissante que la bureaucratie du Parti. C'est le Parti qui est censé diriger. Il commence en réalité à être mené par le bout du nez. Lentement, progressivement, la bureaucratie d'Etat se met à disposer du véritable pouvoir, tout en devenant pléthorique, énorme. Tandis que la bureaucratie du parti, toujours présente et disposant de substantiels privilèges, tend à se retrouver reléguée au rôle de moulins à paroles prétendument idéologiques, mais avec de moins en moins de portée réelle.

Plus profondément encore, c'est tout le système stalinien, basé par exemple sur ces purges régulières et dramatiques pour tout le corps social, qui arrive au bout de ses possibilités. La mort subite de Staline en 1953 sera l'occasion de larges changements, mais qui ont déjà été en partie pressentis et préparés, car devenus nécessaires.

Le bilan du Goulag, de 1921 à la mi-1953, 4 060 000 personnes ont été arrêtées pour motifs politiques et accusés de « crimes contre-révolutionnaires ». Parmi elles, 800 000 ont été condamnées à mort, et 2 630 000 ont été enfermées dans les camps, colonies ou prisons. Mais une analyse plus exacte nous indique qu'il faut nettement séparer deux périodes: de 1921 à 1929, le total des arrestations s'élève à 54 000, dont 2100 condamnations à mort. Rien à voir en comparaison avec la période qui suit. Rien que pour 1930, il y aura 20 000 condamnations à mort. Entre 1934 et 53, le nombre de prisonniers morts dans les camps est de 1,6 à 1,7 million, droits commun compris. Parmi eux, on estime à un demi million de morts en captivité les prisonniers politiques.

Il faut encore ajouter 1 800 000 paysans envoyés dans des « lieux de regroupement pour koulaks, en 1930-32 ». Un très grand nombre s'en est enfui, s'est dispersé dans le pays, s'est fait embaucher sur les grands chantiers, ou enrôlé dans l'armée. Et puisqu'on en est aux comptes macabres, on peut également compter l'excès de mortalité de l'ordre de 10 millions lors de la famine de 1933.

Mais ces chiffres ne suffisent pas pour ceux qui veulent noyer sous le sang toute trace du communisme. Comme le dit Moshe Lewin qui reprend cette comptabilité dans *Le siècle soviétique*, (page 166) « si on lui impute, par exemple, 80 millions de morts, on est tenté de s'étonner : et pourquoi pas le double ? » De la même manière, la presse bourgeoise associe systématiquement URSS et Goulag, alors que ce système n'a véritablement existé que sous le règne de Staline, durant une vingtaine d'années.

De même, les adversaires acharnés du communisme n'ont cessé de parler de système de parti unique, pour associer le parti communiste et la dictature stalinienne que nous venons de décrire. Or, fait remarquer Moshe Lewin, « sous Staline, il est absurde de parler de "parti au pouvoir" dans la mesure où ses instances ne fonctionnaient pas, où personne ne demandait jamais l'avis des membres et où les rares congrès se réduisaient à des séances d'applaudissements ». « Le système de parti unique sur lequel on a tant glosé, conclut-il, était finalement un système sans parti (...) Si elle avait eu un vrai parti engagé dans la vie politique, l'URSS aurait peut-être échappé à une fin lamentable et épargné au pays une crise gigantesque ». On voit en tout cas qu'il faut se méfier des termes utilisés uniquement par malveillance, et sans une réelle volonté d'analyser et de comprendre.

5 - LA DESTALINISATION

Aussitôt après la mort de Staline, tous les fondements du travail forcé sont détruits. La plupart des directions industrielles du MVD sont transférées à des ministères civils. De nombreux grands chantiers sont interrompus. Quand Staline meurt, il y a encore 600 000 prisonniers politiques. Khrouchtchev tourne le dos définitivement au Goulag, et celui-ci va se dégonfler dans une très large mesure. Le nombre de détenus dans les camps, colonies et lieux de déportation passe de 5 220 000 début 1953 à un peu moins d'un million début 1959. Surtout, la part des politiques, qualifiés de « contre-révolutionnaires » passe de 580 000 à 11 000. Toutes les enquêtes basées sur des accusations fabriquées de toutes pièces s'interrompent du jour au lendemain. Il reste essentiellement des droits communs, avec un noyau dur de récidivistes et de criminels endurcis. Mais « le système stalinien de travail forcé pour les prisonniers, non payés, esclavagisés, appartient désormais au passé. De même, les lieux d'exil où plus de 2 millions de personnes purgeaient des peines, souvent à vie, sont en 1960, presque entièrement vidés de leurs occupants, et désormais, ce type de peines n'est plus prononcé à grande échelle » (Lewin)

La bureaucratie dans son ensemble aspire à une liberté, mais aussi à un mode de vie qu'elle envie à l'Occident capitaliste. C'est en 1956 que l'opération changement de mode de gouvernement, et passage du règne de la peur permanente, de la terreur, à un mode moins violent, est ouvertement annoncée. Pour cela, Khrouchtchev ne prend pas de très grands risques. Il s'attaque à Staline, trois ans après sa mort. Dans un rapport secret adressé à la direction du Parti, il dénonce la brutalité de Staline, ses méthodes « non seulement contre des véritables ennemis, mais aussi contre des personnes qui n'avaient commis aucun crime conter

le parti et le gouvernement ». Dans un pays où régnait le culte de la personnalité du grand Staline, cela fit tout de même l'effet d'une bombe.

Désormais, l'accusation même de « *crime contre-révolutionnaire* » disparaît du Code pénal. Et on ne peut plus être inculpé si on n'a rien fait. La police politique, le KGB, perd le privilège qu'elle avait sous Staline de pouvoir juger et punir elle-même ses victimes. Désormais, les affaires relèvent des tribunaux. Et les documents attestent que les procédures sont maintenant respectées.

Mais Khrouchtchev a des limites. Il ne dénonce pas l'élimination des révolutionnaires par Staline, ni l'existence de la bureaucratie elle-même. Khrouchtchev redonne au sommet du Parti (le Comité central) et à son appareil un pouvoir sur le Parti et sur l'Etat qui avait été occulté sous Staline. Mais les membres de la base n'ont toujours aucun droit politique, le Parti reste une hiérarchie, sans vie politique réelle. Lorsqu'en 1956 les ouvriers hongrois se soulèvent, sans doute aussi encouragés par cette déstalinisation de Khrouchtchev, lorsqu'ils mettent en place leurs comités de grève, et revendiquent les libertés démocratiques donc la fin du régime d'occupation stalinien, Khrouchtchev envoie les chars massacrer les révolutionnaires de Budapest et rétablir l'ordre.

De même, lorsque la classe ouvrière bouge, le régime sait se montrer dur. En juin 1962, un mouvement éclate dans une usine importante de Novotcherkassk, et se répand en ville : manifestations, blocage des trains, attaques des locaux du Parti et du KGB ; les soldats fraternisent avec les grévistes. Moscou envoie la troupe, fait 23 morts et un très grand nombre de blessés.

C'est d'abord pour la bureaucratie qu'une certaine démocratie est instaurée dans le fonctionnement du régime. Mais il est probable que cela a encouragé les mouvements comme cette grève. En tout cas, même s'il y a sans doute été tenté, le régime n'est jamais revenu en arrière. C'en est donc fini de ce régime fou qui vit d'une terreur sans cesse renouvelée, et qui peut frapper aussi dur les plus hauts placés que les autres. En clair, il serait impropre de continuer de parler de stalinisme ou de régime stalinien. Le système se met à fonctionner un peu comme bien des régimes bourgeois, avec quelques fonctionnements démocratiques pour les couches privilégiées, mais des apparences seulement de démocratie pour la population.

Au sein de la bureaucratisation, entre ses différentes composantes, un autre changement s'en suit. C'est la fin des ordres absolument catégoriques, et qui s'imposent à tous. Un autre processus se met en place, où l'on tente de respecter coordination des services concernés, et négociation entre ces différents intervenants, et notamment entre les hauts dirigeants et les administrations. Khrouchtchev abandonne également le fonctionnement avec la gigantesque pyramide centralisée de l'économie, uniquement partagée selon les branches de production, pour la remplacer par un découpage territorial. On met une croix sur l'idée de contrôler depuis Moscou les 200 000 entreprises et les 100 000 chantiers du pays. Ces changements sont suivis d'un taux de croissance annuel de 8% en 1959 et 1960. Mais une nouvelle difficulté va apparaître, les sovnarkhozes locaux se montrant incapables de prendre en charge la spécialisation par branches. Ils ont tendance à ne compter que sur les entreprises de leur région, et les seuls intérêts locaux. Cette réforme sera abandonnée après la chute de Khrouchtchev en 1964. Et plus grand chose ne sera modifiée par la suite, pendant les 18 années du règne de Brejnev (1964-mort en 1982). Il faudra attendre Gorbatchev (1985-1991) pour que la décision soit prise de reprendre et d'amplifier les réformes économiques. C'est

sous Khrouchtchev que l'URSS connaît les transformations qui finissent d'en faire la seconde puissance mondiale.

Les bureaucrates vont effectivement vivre plus confortablement, sous ce régime pacifié. Mais les privilèges sont très variables selon les rangs et l'importance du domaine que l'on dirige. Ainsi, en 1986, l'ambassadeur soviétique à Washington Dobrynine (?), devenu secrétaire du Comité central, est étonné de découvrir ce à quoi ont droit les membres les plus hauts placés, au Politburo et au Secrétariat : « *je me suis retrouvé dans un monde à part* », écrit-il. Ainsi, un des responsables du KGB a droit à trois gardes du corps, une limousine Zil, une datcha près de Moscou. Là, il dispose de deux cuisiniers, deux jardiniers, quatre femmes de chambre et des gardiens. Dans la maison, il y a une salle de cinéma, un tennis, un sauna, un verger, un bâtiment pour les amis.

C'est au moment où le régime soviétique se libéralise que l'on voit apparaître en Occident une énorme littérature sur les dissidents en URSS. Soljenitsyne nous est présenté comme un géant solitaire face au monstre bureaucratique. En réalité, en URSS même, d'autres opposants le critiquent, et critiquent en particulier son manque de démocratie. Soljenitsyne est partisan d'un autoritarisme qui vaut celui de la bureaucratie, mais il le souhaite fondé sur la religion orthodoxe, notamment. Mais Soljenitsyne se considère lui-même comme une sorte d'héritier des Tsars, un dépositaire de la grandeur russe passée. Quand il écrit « L'Archipel du Goulag », en 1973, le Goulag n'existe plus depuis bien longtemps, et en tout cas plus du tout tel qu'il le décrit. Plus important encore, il aurait été honnête de dire aussi que pour l'ouvrier moyen, le temps était fini où il n'avait pas le droit de quitter son emploi, et qu'il pouvait maintenant se plaindre devant un tribunal d'une injustice subie sur le lieu de travail. Mais ce changement-là n'intéressait pas l'occident capitaliste.

En tout cas, bien des choses changent en URSS après la mort de Staline. Alors pourquoi les journalistes, les commentateurs politiques ne font-ils pas de nuance, pourquoi laissent-ils entendre que l'URSS a été, de 1917 jusqu'à 1991 un régime de terreur et de Goulag ? Pour mélanger le vrai et le faux, et tenter de salir définitivement le communisme. Reconnaître que le régime a changé de forme, et que l'on doit y considérer au moins trois périodes essentiellement différentes, 1917-1924, 1924-1953, 1953-1991, cela laisserait à entendre qu'il y aurait plusieurs hypothèses, plusieurs possibilités de gérer la société autrement qu'avec le capitalisme. Evidemment, il est plus facile de régler le problème en démontrant que sans le capitalisme, on est automatiquement sous le communisme, et que sous le communisme on est obligatoirement sous un régime sanguinaire.

Mais la vérité des événements et de l'histoire n'est pas celle-là. D'abord, ni sous Lénine, ni sous Staline, ni sous Brejnev, la société soviétique ne s'est pas approché du communisme. Economiquement parlant, elle n'a fait que tenter de rejoindre, avec beaucoup de mal, le niveau du capitalisme de son époque.

Mais le communisme, comme le socialisme, ça n'est pas simplement une série plus ou moins complète de mesures économiques. C'est intimement lié à la participation, donc à la liberté, des masses, de la population, des couches de travailleurs jusqu'aux plus opprimés cette participation à son tour influe directement sur la forme de gouvernement que cette population peut se donner ; l'instauration d'un contrôle de plus en plus étendu, partagé, démocratique, sur les décisions est à son tour à la fois une garantie du changement effectif du mode de gouvernement, et il n'est possible que si celui-ci est effectivement en pleine transformation. L'économie est sans doute le domaine où une révolution socialiste est le plus

limitée, du fait du cadre national dont nous héritons, du caractère mondial de l'économie de notre époque, et de l'hostilité des classes dirigeantes des autres pays.

Mais la révolution peut et doit avancer, rester permanente, pour tous les autres aspects de la vie. Et l'un des aspects essentiels, c'est le mode de gouvernement que les hommes se donnent à eux-mêmes. L'homme peut commencer à changer sans que l'on soit encore arrivé à ce fameux développement des forces productives, qui assurera, lui, la garantie du maintien d'un nouveau type de fonctionnement social au niveau planétaire. Ce qui peut commencer à changer les hommes et leur comportement, leur regard sur eux-mêmes et sur les autres, c'est que l'on commence à entrer enfin dans une époque où la distinction ne se fait plus entre gouvernants et gouvernés.

6 - L'ECONOMIE BUREAUCRATIQUE, RIEN A VOIR AVEC LE SOCIALISME

On se souvient que les premiers choix de Lénine au lendemain d'Octobre étaient, aussi bien à la ville qu'à la campagne, guidés par ce que souhaitaient les ouvriers et les paysans. Lénine n'avait pas à proprement parler de programme économique particulier. Il ajuste essayé de sauver les meubles, évitant à l'ensemble de l'économie un effondrement dramatique, notamment avec la Nep. L'idée que de grandes décisions économiques devaient jouer un rôle lui était étrangère. Bien entendu, comme tous les révolutionnaires marxistes, il savait l'importance du développement des forces productives, comme première étape avant de pouvoir envisager l'instauration d'une économie supérieure au capitalisme.

Mais on ne voit pas dans ce que fait ou ce que dit Lénine une quelconque prétention à appliquer cette idée générale, valable pour une période historique donnée, et à l'échelle du monde. Il ne vient pas à l'idée de Lénine que la seule Russie ait à prendre en charge en quoi que ce soit ne fût-ce qu'une fraction de ce programme. Même la Nep mise en place pour résoudre des problèmes économiques, est une mesure essentiellement politique entre les mains de Lénine. Et il en parle de cette manière. L'idée est de gagner du temps pour préserver les possibilités de la révolution. Pour Lénine, ce n'est pas une solution, mais un pis-aller. Il ne cesse de le répéter: cette mesure est économiquement, et politiquement, un recul, une retraite.

Or, une attitude sensiblement différente, tendant à présenter des mesures économiques à l'échelle de l'URSS comme pouvant apporter une solution, est le fait de l'opposition de gauche de 1923. Elle est certainement le fait de Trotski, même s'il ne la signe pas encore, mais il le fera bientôt en la confirmant. L'opposition revendique un programme d'industrialisation. Il ne s'agit certes pas, comme le présentera un peu plus tard Staline, d'édifier le socialisme dans un seul pays. Mais c'est un premier pas qui va lui servir de marche-pied. Car l'on sent bien derrière cette idée que l'on en attend, qu'on le dise ou non, un renouveau des forces révolutionnaires : un plus grand nombre d'ouvriers, n'est-ce pas un moyen de renforcer la révolution ? Ce n'est pas dit textuellement, mais on n'en est pas loin. En effet, l'opposition argumente que c'est là le moyen de contrer l'influence et le renforcement des paysans enrichis par la Nep.

Il faut bien revoir cette idée d'une manière critique. Les ouvriers qui avaient participé aux événements révolutionnaires avaient démontré les limites de leur conscience et de leur comportement révolutionnaire. Mais, visiblement, certains bolcheviks continuent d'idéaliser la classe ouvrière. Et ils espèrent de cette génération de nouveaux ouvriers que, sans participation ni lutte contre quoi que ce soit, ils se comportent en acteurs conscients, sur

lesquels l'on pourrait compter contre l'influence néfaste des petits bourgeois des campagnes. C'est de toute évidence illusoire.

Et puis, en imaginant que ces nouveaux prolétaires acceptent d'aller se mettre au service de la cause révolutionnaire. Qu'allait-on leur proposer de faire ? Recommencer ce système des réquisitions forcées des grains ? Le prolétariat qui avait fait cela avait-il fait montre à cette occasion d'un grand niveau de conscience ? Ou n'était-ce pas simplement une mesure dramatique et désespérée pour faire survivre des villes incapables de trouver une issue économique normale à leurs problèmes ? Ce prolétariat qui allait réquisitionner les paysans, c'était ni plus ni moins que des bandes de jeunes chômeurs ou présumés chômeurs, embrigadés. Et le résultat politique avait été catastrophique, creusant une nouvelle fois, comme tous les anciens régimes l'avaient fait, le fossé entre la ville et la campagne.

Toute prétendue solution économique de cet ordre n'est qu'aberration. La seule attitude juste, c'est celle qu'a tenté d'avoir Lénine : composer avec les événements, ne pas créer de faux espoirs, ne rien théoriser surtout. Pragmatique, Lénine cherchait juste une voie à peu près humaine pour la survie de la révolution. Ses successeurs n'ont pas fait montre de la même modestie.

L'idée de l'opposition va germer dans la tête de Staline. Dans un premier temps, il refuse de l'appliquer, simplement parce qu'elle est le fait de l'opposition. Mais dès que Trotski et l'opposition sont exclus du parti, début 1928, il doit faire face à une opposition nouvelle, imprévue, de droite : Rykov, Boukharine, Tomsy en sont les représentants. Ils traduisent la montée en puissance des nepmen, des koulaks etc... Staline comprend le danger pour son propre pouvoir et celui de la couche de bureaucrates qui se reconnaissent en lui. Il décide d'opérer un brusque et formidable virage dans la politique économique. La planification est décrétée ; le plan quinquennal doit être réalisé en 4 ans ; la superindustrialisation avec la réalisation de gigantesques complexes industriels fait progresser la production de 30% par an, là où elle progressait de 4 à 9% sous la NEP. Pour le monde ouvrier, c'est la super-exploitation. On favorise le travail aux pièces, à la tâche, on crée des "brigades de choc" qui doivent montrer l'exemple, qui cassent les temps.

Dans les campagnes, Staline impose la collectivisation forcée ; son mot d'ordre est brutal : « tous dans les kolkhozes » ; le pourcentage des paysans qui y sont mis de force passe en quatre ans de 2% à 65%. Mais l'outillage n'est pas prêt, et cette collectivisation bureaucratique amène la misère ; le paysan préfère abattre son bétail ; et il l'abat en masse. Alors la répression va être terrible. Au nom de la « *liquidation des koulaks* », les camps de concentration sont submergés. Et en 1931, 1932, la famine réapparaît, s'étend à toute la Russie, et fait des millions de morts.

Bref Trotski estime que ce pays encore arriéré fait vivre probablement un demi million de hauts fonctionnaires en 1936. Mais cette couche sociale supérieure est soutenue elle-même par une lourde pyramide administrative. Au total en 1936 ce sont près de 6 millions de personnes qui, sans fournir un travail productif direct, commandent, dirigent, distribuent châtimements et récompenses. Dans cette masse bureaucratique, les communistes représentent 1,5 à 2 millions de personnes.

Dans la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière développée par le stalinisme est estimée par Trotski à 6 millions de membres. Au total il évalue à 15% de la population soit 25 millions de personnes environ la base sociale de la bureaucratie. Ce qui est sûr c'est qu'en

1936 elle constitue une couche importante sinon homogène au moins soudée par la pauvreté environnante.

Dix ou onze ans après le début du tournant de la collectivisation et de l'industrialisation, le changement est spectaculaire, le pays méconnaissable. Il y a maintenant plus de 21 millions d'ouvriers, et 11 ou 12 millions d'employés, au lieu d'à peine 10 millions d'ouvriers et 4 millions d'employés en 1928. Les femmes sont maintenant massivement dans le monde du travail. On assiste à un développement extraordinaire des villes, dont la population a doublé. On est passé de 17% à 34% de population urbaine.

Mais cette société ne dispose pas d'un niveau de culture élevé. Certes, l'éducation de base est largement démocratisée, mais à peine 20% des ingénieurs ont un diplôme du supérieur. On se loge souvent dans des baraquements, dans le coin d'une pièce déjà occupée. Et c'est un privilège quand une famille dispose d'une pièce isolée pour elle. Les gens sont sous-alimentés, on manque d'hygiène, la fatigue est terrible. Les femmes ont des travaux aussi durs que les hommes. La vie est dure pour les travailleurs. La guerre civile avait imposé une « obligation de travailler », et il a fallu attendre fin 1922 pour retrouver une procédure d'embauche, basée sur le volontariat. En 1932, un seul jour d'absence est immédiatement puni de renvoi. En 1938, arriver au travail en retard ou partir avant l'heure devient un délit. En 1940, l'Etat peut muter un trava'illeur à sa guise.

A la campagne, 29 millions de travailleurs sont dans les kolkhozes fin 1939 (46% de la population active), 1 760 000 dans les sovkhozes, et 530 000 employés dans les stations de machines et tracteurs (MTS). Mais le paysan ne met toute son énergie que lorsqu'il travaille sa terre. Car il voit s'abattre une nuée de fonctionnaires qui viennent prélever, décider d'avance le volume de la future moisson, et le taxer. Longtemps encore, l'URSS devra importer des céréales des Etats-Unis. « *Ce qui est arrivé à l'agriculture soviétique, dit Moshe Lewin, est un exemple particulièrement dramatique d'une entreprise de modernisation imposée envers et contre tous. L'Etat s'était fixé pour tâche de gouverner par en haut la totalité du monde agricole* ». Et il conclut par cette observation fort juste : « *la composante rurale du pays, forcée par le régime à renoncer à ses traditions séculaires, a "pris sa revanche" en obligeant le régime à renforcer encore sa lourde machine administrative et répressive, sans laquelle il n'aurait pas tiré grand chose de son agriculture* ».

D'ailleurs, Staline a remis en vigueur l'ancien régime imposé par les Tsars aux ouvriers, à savoir que la main d'œuvre doit rester attachée à son lieu de travail. Mais pour que le système puisse fonctionner, les administrations locales se montrent plus tolérantes, et ferment les yeux sur les échappatoires. En fait, dans les années 1930, des millions de gens vont et viennent, fuient un chantier ou une campagne, cherchent à obtenir une formation, prennent un travail, le quittent aussitôt.

Pour Moshe Lewin, « *la Russie de Staline, qui est entrée en guerre en 1941 et l'a gagnée, n'était pas encore une importante puissance urbaine et industrielle, même si elle s'était déjà engagée sur cette voie. A bien des égards, sociologiquement, mais aussi culturellement, elle était dans la continuité de son passé agraire, y compris quant à la forme de son Etat modernisateur* ». Cette « modernisation », qu'il s'agisse de la collectivisation ou de l'industrialisation forcée, n'a en tout cas rien à voir avec une entreprise à caractère socialiste ou communiste. Cela tient plutôt des grands travaux que pouvaient décider d'en haut les Etats antiques, mobilisant une main d'œuvre considérable, et imposant leur choix, avec comme principale ambition de marquer l'avenir du sceau de leur décision. Staline a fait

de l'industrie parce qu'on est à l'époque de l'industrie. A une autre époque, il aurait fait des temples ou des pyramides.

La guerre de 1941 à 1945, est une épreuve également terrible pour l'URSS. Le pays y sera saigné de 20 millions de personnes. Cette guerre est non seulement le fait direct de l'Allemagne nazie, mais elle bénéficie de l'appui et de la bénédiction de toutes les puissances capitalistes du monde. Même sur le plan militaire, les Alliés évitent d'attaquer l'Allemagne sur les autres fronts, tant qu'elle assure la charge de la guerre contre l'URSS, et jusqu'à ce qu'il soit clair que l'URSS ne sera pas vaincue. C'est le 2 février 43 que Von Paulus capitule à Stalingrad. Et ce sera seulement le 6 juin 1944 que le débarquement aura lieu, alors que d'immenses moyens sont stockés en Angleterre depuis 1942.

En URSS, on déplace des centaines d'usines vers l'Oural, la Sibérie, l'Asie centrale les femmes remplacent les hommes dans ces usines, formant plus de la moitié de la main d'œuvre. Une nouvelle industrie fut ainsi recrée, capable de fournir une production de guerre supérieure à celle des Allemands. Lors du siège de Stalingrad, alors que les responsables et les fonctionnaires avaient fui, la population creusa de ses mains dans la ville 625 kilomètres de tranchées et de fossés anti-chars. Encerclée, affamée, la ville perdit 6300 000 personnes durant l'hiver 41-42. Voilà à quel prix a été obtenue la victoire de l'URSS.

La guerre terminée, les anciens problèmes économiques réapparaissent. On continue de donner à l'industrie lourde la part du lion. On continue d'exercer des pressions sur le monde agricole, alors qu'il est lui aussi détruit. On restreint les lopins individuels, on augmente les impôts, on diminue le prix des produits achetés par la ville. Résultat: les paysans abattent le petit bétail et la volaille. La famine réapparaît en Ukraine en 1947.

A la mort de Staline en 1953, l'économie est en crise. Khrouchtchev et Malenkov relèvent les prix d'achat aux kolkhozes, annulent les restrictions sur les lopins, et annule les dettes. Certains projets de l'industrie lourde sont arrêtés, remplacés par le développement d'industries de consommation, les salaires les plus bas sont relevés, les écarts diminués, la législation du travail de 1939-40 abolie. Les travailleurs retrouvent le droit de démissionner ou de changer de travail. La plus grande partie des prisonniers des camps est libérée. La situation se détend, la campagne reprend ses productions, alimente mieux la ville. Partout, la productivité augmente.

Mais le problème de fond demeure. C'est la bureaucratie qui étouffe l'économie, et le régime est bien incapable d'aborder ce problème. Au contraire, la couche dirigeante des bureaucrates ayant obtenu, après le rapport Khrouchtchev, l'assurance de ne plus risquer leur peau, entend profiter pleinement de cette nouvelle situation, qu'elle juge bien méritée.

Le phénomène déjà observé du vivant de Staline de mise sur la touche du Parti au profit des organismes gouvernementaux et de leur bureaucratie d'Etat, prend toute son ampleur lorsque Staline quitte la scène. La bureaucratie d'Etat est littéralement envahissante. Un rapport de 1966 signale que le personnel administratif a augmenté de 24% sur les cinq dernières années, ce qui fait une augmentation de 1,4 million de fonctionnaires, et ce qui porte le total à 7 millions (chiffre du seul noyau dur ministériel) Les administrations s'offrent tous les services et les privilèges qu'elles peuvent arracher à l'Etat. *« Elles aimaient aussi faire la fête, ajoute Lewin. Tout était prétexte à banquets -anniversaires, jubilés, conférences, visite de quelque personnage important- lors desquels la vodka, le cognac et les vins étaient*

généreusement servis aux invités ». Les comptables recensent ces dépenses sous la rubrique « *frais liés à la production* ».

Mais le cœur du développement de la culture de corruption, de marchandage, de profit personnel, c'est le Gosstab. Cet organisme central est censé fournir à l'économie tout ce dont elle a besoin pour son fonctionnement. Il assure ainsi des services d'approvisionnement dans chaque branche de l'administration. Le Gosstab emploie 1300 employés, mais ses départements et ses sections en emploient 130 000 ! Le Gosstab lui-même est pris des mêmes maux que toutes les administrations. Il devient en plus un goulot d'engorgement. Alors, comme les ministères, il se dote de son propre système d'approvisionnement et de commercialisation. Un recensement de 1970 dira que ces systèmes emploient plus de 700 000 personnes.

La maladie première de la bureaucratie, c'est de ne savoir résoudre chaque problème qu'en ajoutant encore plus de bureaucratie. « *L'Etat soviétique, explique Jacques Sapir, ne parvient pas, malgré la puissance des moyens dont il dispose, à maîtriser le fonctionnement d'ensemble de l'économie, qui repose de plus en plus sur des procédures et des comportements plus ou moins étrangers au plan central, voire en opposition ou en contradiction avec lui* ».

Prenons l'exemple de la planification. « *Les directions des entreprises sous-estiment leurs capacités et surestiment leurs besoins afin de pouvoir accomplir le plus facilement possible les objectifs qui leur seront assignés . De leur côté, les organes de la planification font l'inverse, sachant que les directeurs trichent en remettant de fausses observations* ». En clair, les intérêts de la bureaucratie ne sont pas homogènes, ils varient selon le niveau hiérarchique. Chacun cherche à se protéger en trichant au maximum, dans le cadre de son domaine de pouvoir. Le résultat en est que tous les chiffres sont faux, et que dans ces conditions, on n'a plus aucune chance de connaître la réalité, et d'agir efficacement sur elle.

Ce soi-disant plan n'a rien à voir avec l'idée de planification telle que l'ont voulue les marxistes. Il s'agissait de se donner des outils aptes à maîtriser au mieux l'économie, à éviter les gaspillages. Là, on invente un nouveau moyen de gaspiller de l'énergie pour rien, ou plutôt pour préserver les pouvoirs d'une multitude de bureaucrates, qui chacun dans son coin, triche avec son propre calcul. La propriété privée des moyens de production n'existe plus. Mais on a déjà une propriété privée des vrais et des faux chiffres, des vraies et des fausses informations sur l'état réel de l'économie, sur les capacités de production.

En réalité, le plan ne consiste dans les faits qu'à réaliser dans les temps impartis ce qui est jugé urgent, indispensable, et qui sinon va se voir en entraînant une catastrophe à un autre maillon de l'économie. Logiquement, l'économie elle-même se retrouve progressivement divisée en deux secteurs : l'un prioritaire, et qui obtiendra ce qu'il a réclamé, et l'autre qui devra se débrouiller par ses propres moyens. Ainsi, le capitalisme a créé l'ordre et l'organisation cohérente à l'échelle de la grande entreprise, du trust, de la multinationale, tout en maintenant la concurrence et l'anarchie entre ces entreprises. La bureaucratie n'a fait que déplacer cette division : l'ordre est réservé au secteur militaire de l'industrie et à quelques autres de l'industrie lourde. Le reste a droit à l'anarchie la plus complète, sur laquelle on va fermer les yeux, car on sait bien que c'est une conséquence inéluctable du choix qui a été fait.

Dans le capitalisme, la concurrence liée à la propriété privée tend à fabriquer des entreprises de plus en plus grandes, des situations de monopoles. En URSS, c'est l'intérêt

individuel des bureaucrates qui les pousse à chercher à agrandir leur entreprise. Car leur statut, leurs privilèges, sont directement liés à la taille qu'elle aura.

Il est intéressant de poursuivre la comparaison entre le capitalisme et le système bureaucratique' et prétendument « socialiste ». Ainsi sur le-plan, des crises : sous le capitalisme, l'origine des problèmes et des crises, ne se situe pas au niveau de la production, qui est facilement assurée, ce qui fait d'ailleurs la supériorité de ce système sur ceux qui l'ont précédé. C'est au niveau de la vente qu'il y a par contre un problème. Le pouvoir d'achat de la population étant limité par la volonté des patrons de limiter les salaires, pour maintenir leur taux de profit, il n'est pas sûr que les produits fabriqués, mis en circulation, seront effectivement achetés. S'ils ne sont pas, c'est la crise, l'arrêt de la production, la mise en chômage forcé des travailleurs.

L'économie de la bureaucratie russe fait de ce point de vue un pas en arrière, et un demi pas en avant. Un pas en arrière, car c'est cette fois la production elle-même qui n'est pas assurée. Les matières premières risquent de manquer en temps et en heure, en quantité ou en qualité, les produits intermédiaires également, et à tous les niveaux, l'angoisse se porte sur les approvisionnements indispensables dans chaque secteur de l'industrie. Par contre, la vente, contrairement au capitalisme, est assurée. On n'assiste jamais à une accumulation de produits invendus, et si par accident il s'en produit, cela n'a pas de conséquence au point de bloquer le fonctionnement économique.

Sous le capitalisme, on assiste à une débauche de produits qui changent en permanence, et sous prétexte de nouveauté, on cherche à renouveler les achats, y compris de produits qui n'ont pas terminé leur temps de vie. Sous le règne de la bureaucratie aussi, on se met à soi-disant innover. Mais cette fois, c'est pour obtenir une liberté des prix, que l'on fabrique un produit soi-disant nouveau, qui n'est souvent qu'une légère modification de quelque chose existant déjà, et n'apporte rien de plus. Car les prix sont fixés par l'entreprise pour ces nouveaux produits, pour une durée de 3 à 5 ans, tandis qu'ils le sont par l'Etat pour les autres. On voit ainsi des entreprises fabriquer de tels produits, et délaisser la production de pièces de rechange traditionnelles, qui vont du coup manquer ailleurs, et provoquer de nouvelles pénuries.

L'un des problèmes essentiels de toute économie, c'est de disposer de leviers qui lui permettent d'orienter la production, au moins selon les besoins jugés nécessaires par ceux qui la dirigent. Dans le système capitaliste, ce qui guide la décision de fabriquer tel ou tel produit, de poursuivre une production ou de l'abandonner, etc. c'est quelque chose qui n'a rien à voir avec le produit lui-même, et donc rien à voir non plus avec les besoins humains. C'est le profit individuel, qui n'est jamais exactement le profit de la collectivité. Si la loi du profit individuel dit qu'il est profitable pour tel capitaliste de fabriquer un produit inutile, ou dangereux, ce produit sera effectivement mis en fabrication, et tous les moyens seront mis en place pour en assurer la vente. Inversement, si la loi du profit dit que tel produit, pourtant utile, voire indispensable, risque de rapporter moins de profit si on dépasse une certaine quantité de production, par exemple parce que la loi du marché fait baisser les prix de ce qui est facile à trouver, eh bien, cette production sera bridée, comme c'est le cas des logements.

En URSS, cette loi du profit individuel ne joue pas. Mais joue à sa place la loi des bureaucrates, et-ceux-ci ont intérêt à montrer à leur caste qu'ils sont efficaces, qu'ils produisent beaucoup, non pas pour satisfaire vite et bien les besoins sociaux, mais pour perpétuer et augmenter leur capacité à agrandir leurs privilèges, leur clientèle, bref leur

domaine de petit pouvoir privé. Et le résultat de cette loi qui n'est pas exactement la loi de l'ensemble de la société, qui ne répond pas à ses diverses logiques parfois contradictoires, est aberrant. Par exemple, si la bureaucratie décide que l'on comptabilise la production d'ampoules électriques en watts, on voit les entreprises concernées abandonner la fabrication d'ampoules de basse puissance. Ce sera une bonne chose ici ou là, mais cela aura une conséquence débile à certains endroits. Et si le plan fixe par contre ses objectifs en quantité d'ampoules, on verra le résultat exactement inverse, et ce serait tout aussi aberrant.

La bureaucratie est là, pas seulement en URSS, mais dans toutes les sociétés où règne une méfiance entre ceux qui sont en situation de gérer, de décider, et le reste de la population, ou même entre différentes fractions qui se partagent le pouvoir. Le simple fait de vivre dans une société injuste, inégale, oblige ceux qui la contrôlent à multiplier les méthodes bureaucratiques, paperasses, administration compliquée, inaccessible, au fonctionnement opaque, démarches de vérification interminables. La confiance ne règne pas, au contraire. Le moindre papier à obtenir nécessite la mise en place d'une série d'embûches, et de tout un personnel dont le travail est non pas de permettre d'accéder aux droits qui existent, mais tout au contraire de refuser de rendre les services auxquels le citoyen a droit, mais en le faisant dans les formes administratives, de manière à avoir la loi avec soi. Car s'il s'agissait de donner des droits, il suffirait de laisser faire les gens librement, en leur faisant confiance, sur parole en quelque sorte. Et l'on pourrait dans une société bâtie sur cet autre fonctionnement se contenter de la réprobation sociale, au cas où certains en profiteraient pour en abuser.

Une économie socialiste, ce sera tout autre chose. Et autre chose surtout qu'une simple superposition de formules comme la planification, la rationalisation, la suppression de la propriété privée. Une économie enfin soumise aux besoins de la population, cela nécessite une absolue liberté, un contrôle général, et un gouvernement d'un genre nouveau. L'idée de planification telle qu'elle a été pratiquée en URSS (mais aussi dans certains pays capitalistes à certains moments) a peu de choses à voir avec le socialisme, car elle préserve un fonctionnement totalement centralisé ; et s'il est décentralisé, par la force des choses, c'est en restant toujours sous le contrôle de castes limitées et fermées. Une planification socialiste aura certes besoin d'un plan d'ensemble, évidemment. Mais ce plan devra d'une manière nouvelle, vivante, être amélioré, modifié, nuancé, pour coller aux vrais besoins de la société.

Ces améliorations, ces modifications, viendront dans un premier temps a posteriori, et seront obligatoirement secondaires par rapport au plan élaboré de manière globalisée. Mais une société réellement démocratique devra se donner comme objectif qu'elles deviennent progressivement, et à un rythme soutenu les éléments vivants qui constituent le plan d'ensemble lui-même. Lénine lui-même le dit assez clairement en décembre 1917 « Il n'y a pas, il ne peut y avoir de plan concret pour l'organisation de la vie économique (...) personne ne peut en donner. Seule la masse peut le faire, d'en bas, à partir de son expérience (...) On doit lutter contre tout poncif, toute tentative d'uniformiser par en-haut, ce à quoi les intellectuels sont si enclins. Le centralisme démocratique et socialiste n'a rien de commun ni avec le poncif ni avec l'uniformisation par en-haut. L'unité sur les points fondamentaux, capitaux, essentiels, est assurée au contraire par la diversité dans les détails, les particularités locales, la façon d'aborder l'action, les procédés d'application du contrôle, les moyens utilisés pour éliminer et mettre hors d'état de nuire les parasites... » (cité par LO, CLT n°33, 6 octobre 1989).

Il faut dire ici qu'il n'est plus nécessaire d'un « centre » et d'une direction centralisée, à notre époque, pour élaborer un plan global. Plusieurs centres peuvent parfaitement se

coordonner, et on en trouve des exemples dans l'organisation choisie par certaines multinationales capitalistes. Dans ces multinationales, le fonctionnement interne est démocratique du point de vue de l'ensemble des acteurs des différentes directions, ce qui est un large progrès par rapport à une organisation strictement hiérarchique, pyramidale. Il restera au socialisme à étendre ce type de gestion pour que chacun, jusqu'au simple ouvrier, y ait une part égale.

Cela voudra dire plus de soucis, plus facteurs à prendre en compte, sur les conditions de travail par exemple, ou sur le cadre de vie, pourquoi pas. Eh bien, tant mieux. Les outils fantastiques que permettent le progrès technique doivent nous servir, et nous servir à cela.

Sans qu'il le veuille vraiment, ce système va au moins apporter un léger bienfait aux travailleurs : c'est la fin du chômage. Lorsque les entreprises se développent, lorsque la logique de chaque directeur est de chercher à faire grossir son entreprise, et lorsque, contrairement au système capitaliste, il n'a pas à être tenté de mettre en chômage pour maintenir un profit, puisqu'il est payé par l'Etat, lorsque de plus une concurrence s'établit entre directeurs pour disposer de plus en plus de travailleurs, quitte à le faire en faussant les chiffres des besoins, le résultat est que les travailleurs se retrouvent assurés de trouver partout du travail. Il y a donc de fait une garantie de l'emploi, et une absence relative de chômage. Cette menace qui pèse en permanence sur la tête des travailleurs sous le capitalisme, et les entraîne à accepter des cadences infernales, induit en URSS une attitude envers le travail de relative négligence. On n'agit guère dans le sens d'une grande productivité. Cela dit, le licenciement existe légalement. Selon le code du travail de 1970, il est possible en cas de transformation de l'entreprise, d'incapacité professionnelle, de non exécution systématique des tâches, d'absence injustifiée. Mais cette menace n'a aucun rapport avec l'existence d'une masse de chômeurs.

Dans la pratique, on voit surtout les directeurs afficher à la porte de l'usine des salaires alléchants, diffuser des tracts pour essayer d'embaucher, offrir même des cadeaux à l'embauche, de la paire de chaussures neuve à la montre à quartz. Cette absence de chômage, effective depuis les années 1930, n'a rien d'une mesure que l'on puisse qualifier de socialiste. Elle ne résulte pas de la volonté de partager le travail entre tous, et encore moins d'une planification d'une telle volonté. Aucun souci non plus d'aller vers un partage entre tous du travail intellectuel et du travail manuel. Cette division essentielle sous les sociétés de classe est parfaitement maintenue, comme allant de soi.

En fait, sur le terrain économique, c'est par la négative que le socialisme porte une ombre indirecte. On a éliminé dès le départ la grande propriété privée des moyens de production, en la mettant entre les mains de l'Etat. Et c'est au fond cette absence qui, malgré la bureaucratie, assure à l'ouvrier soviétique des conditions de travail sur lesquelles ne pèse pas la crainte du chômage. IL faut bien voir que ce n'est pas rien. Lorsque l'URSS s'effondrera et voudra s'ouvrir aux capitaux étrangers, au début des années 1990, les capitalistes vont s'arracher les cheveux. Ils auront bien du mal à mettre ces ouvriers russes au travail comme ils l'entendent, avec les méthodes permettant d'augmenter au maximum la productivité, car ils n'en ont pas du tout l'habitude. Déjà, du temps de l'URSS, les économistes bourgeois disaient qu'en URSS, on ne peut pas introduire le taylorisme ou le fordisme, en clair les moyens d'accélérer les cadences et d'organiser chaque geste de l'ouvrier pour en tirer le maximum de profit.

Dans les années 1980, on travaille en URSS à partir de 15 ans, et jusque 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes. La semaine de travail est passée à 5 jours et demi, soit 38h30. Mais ces heures de travail n'ont pas grand chose à voir avec celles de plus en plus abrutissantes que nous connaissons. Un journal de Perm indique par exemple que sur 7 heures réglementaires, la moitié est perdue, en pauses cigarettes et diverses promenades dans l'usine. A l'heure du début du travail, on trouve un seul ouvrier à son poste. Même si ce journal exagère sans doute, cela donne tout de même une idée d'un certain climat dans les ateliers.

Mais paradoxalement, un système régulier d'heures supplémentaires existe, à côté de ce travail au ralenti. C'est que régulièrement, tombent les échéances de livraison, et régulièrement, la production est en retard. Quand il faut achever le plan annuel, ou mensuel, on fait des heures sup. Et on les paye soit en salaire, soit également à la manière des bureaucrates, en avantages en nature : bons de vacances, passe droits pour le système de santé, voire logements de faveur. De la même manière, on voit se monter des ateliers où l'on ne fait que du travail au noir, et même des usines entières, clandestines donc..

La salaire, dans les années 1970, est suffisant pour répondre aux besoins en produits de base, mais ne permet pas de les remplacer par des produits de plus haut de gamme. En plus du salaire, tous les travailleurs, qu'ils soient salariés ou kolkhoziens, reçoivent des prestations du système de protection sociale : pensions et assurances sociales, qui sont gérées par les syndicats ; et des allocations de l'Assistance publique, gérées par l'Etat. Il existe en URSS trois types d'impôts : celui sur le revenu est assez faible (8% des revenus du ménage), celui sur les profits payé par les entreprises est trois à quatre fois plus lourd et rapporte 30% des ressources de l'Etat. Enfin un impôt analogue à la TVA, supporté donc par l'acheteur, rapporte également 30%.

Le niveau de vie a été très chahuté par l'histoire de l'URSS. Très faible avant la guerre, en 1913, il double mais reste insuffisant en 1928. Mais il s'effondre à d'autant en 1934, et ne retrouvera son niveau de 28 que dans les années 1950 (pour l'ouvrier). Il va ensuite augmenter régulièrement, jusqu'à la fin des années 1970. Le travailleur est alors assuré de sa subsistance. Une blague qui circule dans l'URSS de cette époque, c'est de dire que les rapports entre l'Etat et les travailleurs, c'est: « *Vous faites semblant de nous payer, et nous faisons semblant de travailler* ».

C'est sur le terrain social que des mesures allant dans sens d'une amélioration des classes travailleuses ont été prises, et commencent à donner des effets. Un effort considérable a été fait dans le domaine de l'éducation. En moyenne, dans la seconde moitié des années 1970, un jeune ouvrier a derrière lui 9 années d'école, l'équivalent du niveau bac en France. Et à la fin des années 1980, ce niveau était monté à 11 années d'études. L'URSS est un pays où on lit beaucoup, y compris dans la classe ouvrière. Le niveau de culture aussi bien scientifique que littéraire, y compris dans les milieux modestes, étonne les journalistes occidentaux

Le Soviétique bénéficie d'une gratuité dans cinq domaines importants: l'éducation, la santé, le logement, les transports, et une partie des loisirs. Dans le cas du logement, c'est une quasi- gratuité, le logement prenant en moyenne 2,7% des dépenses d'un ménage ouvrier. Mais ces services fournis gratuitement ne sont pas de bonne qualité. En 1977, on dispose seulement de 8,2 m2 de logement par personne en ville. Les trains sont vétustes. L'URSS dispose de l'équipement hospitalier le plus fourni au monde, avec 123 lits pour 10 000 habitants, mais les locaux sont en mauvais état, le matériel est dépassé.

Cette mauvaise qualité a des conséquences. On paye des pots de vin à des médecins pour avoir droit à un meilleur service, par exemple. Et se développe ainsi un clientélisme entre un distributeur de petits privilèges et ses « clients », qui lui doivent à leur tour un petit service, en échange. L'un et l'autre cherchent à rester ensemble, pour que le système puisse durer.

Si l'on fait un bilan du système économique en URSS, on s'aperçoit qu'il n'y avait en fait ni planification, ni centralisation de l'économie en URSS, mais plutôt une nouvelle version d'anarchie à la sauce étatique. Cette économie n'était en rien socialiste. Elle a tout au plus emprunté des morceaux de bric et de broc à l'histoire économique de l'humanité. Mais rien de neuf, rien de supérieur au capitalisme n'y a vu le jour. Elle est même toujours restée jusqu'au bout en permanence en dessous du niveau de développement technique et qualitatif du capitalisme.

Cela n'a pas empêché que dans les années 1960-70, l'URSS est devenue la seconde puissance économique mondiale. Elle a été la première à envoyer un satellite, puis un homme dans l'espace, et ce qui est moins connu la première femme aussi. Mais pour les socialistes que nous sommes, cela ne prouve pas grand chose sur les bienfaits économiques de son système, qui s'est d'ailleurs effondré finalement presque seul. Cela nous indique plutôt que le capitalisme n'est vraiment pas brillant.

Par contre, la seule existence d'un système où la propriété privée était officiellement, et de fait exclue, a été un problème politique durable tout au long du 20ème siècle. Aux yeux des travailleurs du monde entier, aux yeux de tous les peuples opprimés, il disait d'abord, que l'on peut s'opposer au capitalisme dominant, on peut construire autre chose à côté, voire à sa place. Il n'est pas la seule et unique solution, il n'est pas obligatoire. S'il y avait un « acquis » en URSS, c'était celui-là, et à peu près le seul. Car au niveau de ses structures, l'URSS ressemblait plus à un pays sous-développé, un gros pays sous-développé, qu'à autre chose. Ainsi, elle était le premier producteur mondial d'or, de pétrole, de blé, de bovins, ovins et porcins. Mais on mangeait rarement de la viande, car le pays devait exporter ses matières premières, pour pouvoir acheter des produits de haute technologie, ou simplement des produits finis de bonne qualité, qui lui ont toujours manqué.

L'URSS, toute bureaucratisée qu'elle était, restait pour le capitalisme un problème. Le capitalisme a pour nature de vouloir étendre ses tentacules, son contrôle des marchés, des achats de matières premières comme des ventes des produits finis, sur tous les territoires, et à toutes les activités humaines. L'URSS, malgré son monopole sur le commerce extérieur, n'a jamais complètement échappé au marché capitaliste. Mais elle ne lui était pas directement et ouvertement soumise, comme elle l'est maintenant depuis 1991.

Et puis l'URSS a été pour la bourgeoisie une épine dans le pied sur le plan politique, plus encore que sur le plan économique. Elle lui a compliqué la vie dans sa gestion de la domination des peuples du monde. Car même si après 1924-1927, l'extension de la révolution socialiste n'était plus son programme, sa simple existence, ses possibilités également de soutien à divers mouvements nationalistes, ont permis que se constitue un véritable camp mondial des alliés de l'URSS. Un certain nombre de régimes se sont ainsi appelés socialistes, communistes, ou populaires. Ils n'étaient pas plus socialistes que l'URSS elle-même, et cachaient mal que sans révolution sociale, les éventuels changements ne pouvaient venir que d'en haut, de l'Etat, d'une manière bureaucratique.

Ce problème posé par l'existence de l'URSS a atteint un sommet au lendemain de la seconde guerre mondiale. Car d'un côté, le capitalisme avait une nouvelle fois identifié son règne avec celui de la guerre, des atrocités, avec notamment le fascisme au pouvoir, l'extermination des Juifs, alors que du côté de l'URSS, c'est l'auréole de la première victoire sur les armées de Hitler qui dominait. Pour contrer l'attraction, la sympathie des populations envers l'URSS, l'impérialisme a dû élaborer une double stratégie. Vis-à-vis de ses propres populations, dans les métropoles impérialistes, il va être décidé un tournant exceptionnel, qui va ouvrir une parenthèse dans le fonctionnement du capitalisme. Le pouvoir est donné aux Etats, au détriment des banquiers, de fixer les taux d'intérêt de l'argent. On oblige ainsi le capital financier à faire passer ses intérêts, qui sont ceux d'un usurier, après ceux des autres capitalistes.

Priorité est ainsi donnée au capitalisme industriel, c'est-à-dire à la reconstruction. Car avec des taux d'intérêt faibles, il est intéressant d'investir. Les Etats-Unis iront jusqu'à donner gratuitement de l'argent aux pays de l'Europe occidentale, pour qu'ils accélèrent leur reconstruction, et deviennent capables de faire face à une éventuelle menace soviétique, car celle-ci s'étend maintenant à tout le centre de l'Europe, sur les Démocraties populaires, jusqu'à l'Allemagne de l'Est. Sur le plan social, le capitalisme des pays impérialistes donne également un coup d'accélération à des programmes sociaux: mise en place d'organes de collaboration entre patrons et syndicats dans les entreprises (CE), systèmes de retraites et de protection sociale largement revus et étendus, etc. Là encore, il s'agit d'essayer de ne pas faire trop mauvaise figure face à l'URSS. C'est ainsi que vont se dérouler ces années qu'on nommera les Trente glorieuses, où le chômage sera réduit, et les salaires régulièrement en hausse. Les prétendus acquis de la Libération sont surtout des largesses dues à l'existence de l'URSS.

Le deuxième volet s'adresse aux peuples dominés, qui sont alors tout simplement des colonies. L'impérialisme américain ouvre lui-même une campagne pour l'abolition du système colonial. L'impérialisme anglais met en application ce programme immédiatement, et accorde l'indépendance à l'Inde. La France refuse d'en faire autant, et tente de conserver son empire. Mais elle devra l'abandonner en 1960, après une guerre terrible en Algérie qui accapare tous ses moyens. En même temps que cette apparente libéralisation, une politique complémentaire dite de « containment » est mise en place sous la direction de l'impérialisme US, et appliquée immédiatement et pleinement par tout le monde occidental, sans réserve ni critique. Il s'agit d'empêcher que le camp des alliés de l'URSS continue son expansion, qualifiée de communiste, d'autant que la révolution nationale de Mao Zedong en Chine a mis dans le camp hostile aux USA une bonne fraction de la population. Le Vietnam va payer très cher cette politique : une première guerre contre la France de 1946 à 1954. Puis une seconde guerre cette fois contre les Etats-Unis, jusqu'en 1975. Mais ces trente années ne réussiront pas à faire plier le Vietnam.

7 - LA FIN DE L'URSS

L'URSS ne s'est pas éteinte des coups du monde capitaliste. Celui-ci avait d'ailleurs fini par gérer cette situation. Et à partir de 1979, l'impérialisme connaît un retour en force de la haute finance, qui fomenta un véritable coup d'Etat en reprenant la donne qui lui avait été retirée, pour une parenthèse exceptionnelle, à Bretton Woods, au lendemain de la seconde guerre.

On a beaucoup parlé du rôle de l'Afghanistan dans l'affaiblissement de l'URSS. L'occupation de l'Afghanistan est décidée sous le règne de Brejnev, le pays étant dirigé par une bande de vieillards à moitié endormis, et qui tombent ainsi dans le piège tendu par la CIA. Cela a compté. Mais pas plus que bien d'autres opérations de sape, menées sans discontinuer, que l'on soit en situation de « guerre froide », ou de « détente » et de « coexistence pacifique », comme l'on a nommé les hauts et les bas de l'affrontement des deux grandes puissances au cours de la seconde moitié du 20ème siècle. La course aux armements a sans doute été l'un des facteurs pré dominants, car elle a obligé l'URSS a de fortes dépenses budgétaires, au détriment de l'amélioration des conditions sociales, donc de l'image donnée au reste du monde. Tandis que du côté impérialiste, cette course était l'occasion de créer des marchés surdimensionnés aux industries directement ou indirectement liées aux armements.

Mais c'est bien de l'intérieur que l'URSS s'est effondrée. Le processus était inscrit dans le comportement des bureaucrates des couches dirigeantes. Ceux-ci ont vite pris goût aux petits, puis aux moins petits privilèges. Progressivement, les dirigeants des divers appareils de l'économie ont appris à créer leur coterie, leur petit empire. Même s'il n'y avait pas de propriété privée, leur intérêt était lié à l'augmentation de la taille des entreprises sous leur coupe. Mais il manquait quelque chose d'essentiel pour tout privilégié, c'est l'assurance de pouvoir bénéficier pour soi ou pour ses successeurs des privilèges acquis. La propriété privée assure parfaitement ce rôle dans le monde bourgeois. Elle garantit l'acquisition des profits, des richesses, des héritages, et leur transmission selon le souhait exact de leur propriétaire. Elle fait pleinement jouer le temps, l'histoire, pour donner à la fois une apparence de légitimité à leur domination économique et à la formidable quantité de richesses accumulées.

Dans la situation qui est celle de la bureaucratie en URSS, chaque bureaucrate est certes assez bien placé pour faire profiter à qui il souhaite, de ses largesses, mais rien ne lui garantit de pouvoir conserver, ni pour lui, ni pour d'éventuels successeurs, sa part accumulée de privilèges. *« Un directeur d'une grand entreprise, explique Jacques Sapir, est nécessairement bien placé dans l'appareil du parti. Mais la manne qu'il distribue, il la contrôle par sa fonction, et non du fait de son appartenance. »* A côté du bourgeois, le bureaucrate vit dans une insécurité permanente, même si sa position devient bien plus stable après Khrouchtchev que sous Staline. Sa position reste celle d'un intérimaire, toujours à la merci d'un remerciement individuel ou collectif. Et c'est pourquoi, très tôt, un certain nombre de bureaucrates ont montré une tendance à souhaiter le retour à la propriété privée. Mais jusqu'à la période décisive de 1990-91, ce pas n'a finalement jamais été franchi.

Mais plus le temps avançait, plus a augmenté l'aspiration des bureaucrates transformer leurs privilèges en capitaux et en richesses qu'ils puissent accumuler. On fond, on assistait là à la poursuite du processus de la prise de contrôle de l'économie par la bureaucratie d'Etat. *« Une fois libérée des rigueurs et des horreurs du stalinisme, écrit Moshe Lewin la classe administrative est passée à un niveau supérieur et est devenue codirigeante de l'Etat. Mais elle ne s'est pas arrêtée là : les couches supérieures de la bureaucratie ont commencé à s'approprier l'Etat en tant que représentant collectif de ses intérêts, et elles en avaient une conscience aiguë. »* Dans un premier temps, le Parti a bien tenté de freiner le processus, en prétendant jouer un rôle de contrôle. Mais *« le Parti non seulement s'est retrouvé dans une dépendance totale, mais a fini par être complètement absorbé par la classe des hauts responsables de l'Etat ...) ce qui a permis à cette dernière de franchir une nouvelle étape dans son "émancipation" désormais, elle existait comme une classe administrative qui,*

soumise formellement à toutes sortes de règles, était en fait incontrôlable et débarrassée de toutes entraves.

C'est avec l'arrivée de Gorbatchev que les critiques se sont largement affirmées, et ont également été permises, contre tous les défauts de la centralisation bureaucratique. Mais la plupart de ces critiques, si ce n'est la totalité même, sont faites d'un point de vue capitaliste. On compare les résultats de l'URSS à ceux des plus évolués des pays capitalistes, et la conclusion est sans appel : si l'URSS est bien le second en puissance, en quantité de production, elle reste en retard pour ce qui est de la productivité du travail. Et des économistes « réformateurs » se mettent à envisager des solutions pour soi-disant rendre l'économie soviétique aussi « rationnelle » que le capitalisme.

C'est ainsi que l'économiste officiel de la pérestroïka Nicolaï Chmélev d'écrire: « Nul n'a besoin d'inventer : tout l'est depuis longtemps, et les méthodes sont utilisées très efficacement dans le monde (...) Il faut vendre aux gens et aux collectifs de travail des actions d'entreprises industrielles, agricoles, de transport, commerciales, communales et autres. Il faut faire renaître la bourse des valeurs, cette invention magnifique qui met en contact ceux qui ont besoin d'argent et ceux qui en ont ». C'est bien du retour pur et simple à la propriété privée. Mais il faut bien voir que la bureaucratie n'est pas non plus unanime à vouloir ce changement. En d'autres périodes, la crainte de la classe ouvrière a sûrement joué, surtout lorsque des grèves récentes avaient eu lieu, refroidissant nettement l'ardeur réformatrice des bureaucrates. Mais même en l'absence de mouvement dans le monde ouvrier, certains bureaucrates peuvent craindre de perdre les avantages dont ils disposaient, sans être assurés d'obtenir une situation équivalente ou meilleur après cette transformation. D'autres, par contre, se sentent assez forts et sûrs de leur fait. Ils font tout pour accélérer leur main mise sur tout ce qu'ils peuvent, et s'appêtent à faire le pas final du grand vol, qui sera nécessaire à un moment donné.

Car le grand saut ne peut consister qu'en ceci : tout le monde bureaucratique le sait, mais personne ne le dit, le jour où l'on basculera à la propriété privée, ce sera la course, chacun pour soi, chaque bureaucrate tentant de mettre la main sur tout ce qu'il peut, tentant d'évincer ses concurrents directs. Et c'est donc de manière parfaitement logique que le règne des mafias a commencé en même temps que l'on s'appêtait à faire ce pas décisif ; le crime n'étant qu'un moyen parmi d'autres pour accroître ses possibilités de contrôle, ou simplement la garantie de conserver ce sur quoi l'on a mis la main, jusqu'à ce qu'une loi rende cette appropriation légale.

Il serait impensable d'imaginer on ne sait quel organisme se mettre à planifier, d'en haut, ce grand partage, car chaque bureaucrate sachant parfaitement comment fonctionne ses confrères, il sait que les individus constituant un tel organisme ne pourraient que s'octroyer la part du lion. Non, tout ce qu'on pouvait attendre, c'est que l'Etat fixe un nouveau cadre légal, autorisant la propriété privée, les actions, la Bourse, etc. Ensuite, à chacun d'agir, en fonction de ses forces. Après tout, c'est exactement ainsi que s'étaient constitués en leur temps les grandes puissances industrielles et financières du capitalisme. Les Rockefeller, Morgan et autres Van der Bilt avaient bien fait en leur temps des coups de main pour se faire au plus vite des places de roi.

En 1986, Gorbatchev reprend et généralise une réforme économique visant à instaurer l'autonomie financière des entreprises, et qui avait connu une première existence en 1965, sous Brejnev, sous le nom de réformes Liberman. Seulement, en l'absence d'une

indépendance par rapport à la bureaucratie et au plan, sans réforme des prix, cette réforme ne donne pas les résultats escomptés. En 1988, un certain nombre d'entreprises sont autorisées à commercer directement avec l'étranger: c'est le début de la fin pour le monopole du commerce extérieur. L'autorisation est donnée de constituer des entreprises à capitaux mixtes, avec une limite de 49% pour les capitaux occidentaux.

Gorbatchev a appelé pérestroïka la réforme économique radicale qu'il préconise, pour en finir avec le centralisme bureaucratique, et il veut le faire dans la glasnost, dans la transparence, en clair de manière relativement démocratique du moins pour les premiers concernés, les diverses couches de la bureaucratie. Effectivement, au cours de l'été 1988, on voit les réformateurs et les conservateurs s'affronter aux sommets de l'Etat. Cette situation nouvelle en entraîne une autre ; en bas, cette fois, la société soviétique commence à bouger. Mais ce sont les nationalités qui manifestent, dans le Caucase, dans les pays Baltes, en Azerbaïdjan, où l'on parle clairement d'indépendance. Un mouvement a lieu également dans la classe ouvrière, mais il ne devient pas général, et reste limité aux mineurs par exemple. En 1989, des élections pluralistes ont lieu.

Parallèlement, des réformes avancent sur le plan politique. De nombreux partis se constituent. Des députés « réformateurs » sont élus. En 1990, le rôle dirigeant du Parti Communiste de l'Union soviétique est abrogé. C'est en réalité déjà une réalité, mais ce changement en prépare d'autres. Les conservateurs réagissent en créant un Parti communiste de la fédération de Russie, hostile à Gorbatchev. En 1991, Boris Eltsine, le rival de Gorbatchev, est élu à la présidence de la fédération de Russie.

Le 20 août 1991, un nouveau traité devait être signé entre la Russie et les autres républiques. La veille, un coup d'Etat est tenté par le KGB, pour stopper l'évolution des choses. Mais l'Armée rouge n'a pas bougé. Eltsine réagit alors à Moscou: le président de la Fédération de Russie proclame la fin de l'Union qui rattache la Fédération de Russie aux autres républiques, et interdit cette fois l'ancien Parti communiste, le dessaisissant de tous ses biens. Le putsch échoue donc. Gorbatchev libéré n'aura plus qu'un rôle secondaire. Il quitte le Kremlin à la fin de l'année, laissant la place à Eltsine.

Dès le 2 janvier 1992, les prix sont libérés, les privatisations des entreprises décidées. « *Les profiteurs du moment, écrit Yves Lacoste étaient souvent des membres de l'ancien appareil qui vendaient à des firmes étrangères des biens publics dont ils s'arrogeaient la propriété* ». C'est bien d'un vol pur et simple de pans entiers de l'économie soviétique dont il s'est agi, les bureaucrates profitant simplement de leur place, et de l'absence d'autres couches sociales pour leur contester ces pratiques.

Avec le capitalisme, « *la fréquentation des théâtres, des salles de concerts, des cirques, des bibliothèques, tout comme la lecture d'ouvrages littéraires ou les abonnements à des journaux, sont en forte régression, constate Moshe Lewin en 2003, voire désormais inexistantes, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Toute la structure des loisirs a été bouleversée, en raison de l'accroissement de la charge de travail. Les loisirs sont désormais beaucoup plus passifs (l'essentiel est de "récupérer"), alors qu'ils étaient tournés vers la culture, surtout dans les derniers temps de l'ère soviétique, où la tendance était à l'augmentation du temps libre.* »

8 - QUELQUES CONCLUSIONS

Staline et les siens ont réussi, par la roublardise, le mensonge, la falsification et la violence, à donner au niveau international l'image d'une URSS qui serait véritablement un espoir, même s'il n'était pas parfait. Mais c'était un mensonge. Et un jour ou l'autre, l'édifice devait s'écrouler. Et en s'écroulant, il va coûter cher en désillusions, faisant perdre aux mouvements des opprimés des millions de militants. Avec une URSS qui n'aurait pas menti, comme le faisait Lénine, on n'aurait pas eu un tel choc, qui sera long à payer.

Mais on ne ré écrit pas l'histoire. Les faux espoirs si longtemps cultivés du vivant de l'URSS n'avaient aucune solidité, et ne pouvaient servir à rien pour construire quoi que ce soit de sérieux. Et ils n'ont d'ailleurs pas servi, pratiquement de ce point de vue.

Beaucoup de militants étaient au fond d'eux-mêmes bien plus proches du communisme que ce qu'a été même l'espoir créé par l'image donnée par l'URSS. Une génération entière de militants s'est effondrée, qui ont vécu avec ce mélange de vrais et de faux espoirs. Cette génération était mal placée pour analyser sereinement l'URSS de manière critique. C'est vrai des militants issus du courant communiste officiel, où toute critique était qualifiée d'attaque venant d'un ennemi. Mais c'est également vrai du mouvement trotskyste, où les esprits étaient accaparés par ces acquis qui semblaient concrets, et que l'héritage de Trotsky incomrait de défendre. Les critiques, au sein de ce courant, sont restées au stade de ce qu'ont été les critiques de Trotsky lui-même.

Aujourd'hui, l'URSS est morte. Il ne reste rien de la révolution russe, comme il ne reste rien de la Commune de Paris, de la révolution espagnole de 1936, de la révolution hongroise de 1956. C'est-à-dire qu'il reste beaucoup à comprendre, à maîtriser, à conclure, à critiquer de manière sérieuse et constructive.

En 1989, Lutte Ouvrière écrivait (CLT n°33) que si l'on voyait un retour à une société capitaliste en URSS, « *Une page de l'histoire aurait été tournée. Ce qui ne signifierait pas, bien entendu, que la révolution russe ne continuerait pas à dispenser ses enseignements pour les révolutionnaires socialistes, tout comme d'ailleurs la révolution française a continué, bien après la deuxième partie du 19ème siècle, à inspirer les révolutionnaires du monde entier* ». Le capitalisme a bel et bien fait son retour dans l'ex-URSS. Malheureusement, LO a oublié ses promesses de réflexion à poursuivre sur cette révolution, ou préféré fermer les yeux sur ce changement, et ne pas avoir à réfléchir. Pour notre part, nous avons essayé au contraire d'aborder un travail de réflexion critique indispensable, qu'il faudra poursuivre.

Un tel travail n'est pas simple. La tentation est grande de jeter le bébé avec l'eau du bain. C'est par exemple l'attitude que semble avoir eu Jean-Pierre Hirou, ancien membre de Lutte Ouvrière ayant évolué vers le communisme libertaire. « *Comme si tout cela n'avait pas été réalisé par Lénine-Trotsky et Staline, etc. de 1917 à 1924, écrit-il : terreur rouge, tchéka, reconstruction d'un nouvel appareil d'Etat militaro-policier parti unique, fusillade des opposants, torture, goulag, dictature tayloristè sur les ouvriers, pillage des paysans, liquidation des anarchistes, des makhnovistes, de Cronstadt, etc. Tels sont les chapitres manquants dans la Révolution trahie, dans le Programme de Transition, etc.* » Et plus loin: « *Même un Etat-Commune de Paris serait discutable lorsqu'on analyse l'expérience réelle de ce que vécurent les Communards. Les trotskystes, les ex-trotskystes, les léninistes ou nonléninistes ne peuvent se passer de rediscuter des notions mêmes d "Etat " (ouvrier, révolutionnaire, etc) et de "dictature du prolétariat" en confrontation avec les critiques anarchistes et communistes libertaires de ces concepts et surtout à l'épreuve de l'expérience*

historique du mouvement ouvrier international (Commune de Paris, révolutions russes, révolution espagnole, etc.) » (...) « Une dictature provisoire du prolétariat ? Puis l'extinction progressive de l'Etat (ouvrier) ? C'est ce que promettait Lénine dans l'Etat et la Révolution. On a vu le résultat : dictature non pas du prolétariat mais sur le prolétariat. Non pas socialisme (encore moins communisme) mais capitalisme d'Etat totalitaire et sanglant. » Et Hirou de conclure : « Il faut choisir : "gouvernement des salariés, de ses représentants" (tel que le proposent Charles Jérémie et Jean-Philippe Divès dans Carré Rouge) ou abolition de l'Etat, de tout Etat ? L'Etat "ouvrier" a fait historiquement la preuve qu'il n'était qu'un autre nom pour Etat "bourgeois" (sous d'autres formes politiques et d'organisation, celles du capitalisme d'Etat). (...) Abandonner le pouvoir à un parti (aussi révolutionnaire qu'il se prétende), à une direction révolutionnaire (autoproclamée) et à un chef sans qui le prolétariat et l'humanité ne sauraient se guider sur le très difficile chemin de l'émancipation humaine, c'est abdiquer toute passion révolutionnaire, tout sens critique révolutionnaire. Encore une fois : ni Dieu, ni César, ni tribun ! «décembre 2000)

Oui, mais la « passion » n'est certainement pas un instrument du travail critique qui nous incombe. Pour ne prendre qu'un exemple, Lénine n'a jamais prétendu « guider » qui que ce soit. Et dans le parti en tout cas, personne ne semble s'être comporté comme s'il avait été son guide. Jusqu'aux derniers moments de sa vie, on voit Lénine toujours être obligé de lutter dans le parti pour imposer son idée. Même si cela se reproduit de nombreuses fois, jamais de son vivant on ne voit le parti se mettre à lui obéir parce que c'est Lénine qui propose. C'est encore le cas lors du débat sur une éventuelle fin du monopole du commerce extérieur, fin 1921, début 1922. Moshé Lewin écrit sur cet épisode: « On voit bien que les opinions et les projets de Lénine ne sont pas adaptés automatiquement ; souvent il est obligé de se battre contre d'autres membres de la Direction qui demeure à cette époque véritablement collective, malgré la position prééminente qu'y occupe Lénine : les autres membres du Bureau politique en premier lieu, mais aussi d'autres tsékistes peuvent faire prévaloir leurs opinions et lutter pour gagner la majorité ». Et il conclut : « On dit souvent que Lénine était le "maître de la Russie ". Il est indispensable de préciser qu'il n'était pas un dictateur dans son Parti, mais bien un chef. Sa direction était incontestable et incontestée' mais elle exigeait de lui un constant effort de pensée et d'organisation ; il devait agir comme pour la réaffirmer et la reconquérir chaque jour ».

On l'a vu en examinant les comportements un à un, sérieusement, et de manière historique. Lénine n'a jamais eu un comportement de « guide » pré désigné, ou « autoproclamé », et c'est bien après sa mort que l'on en a fait une icône. Par contre, un problème se pose, mais Hirou passe à côté. C'est que Lénine s'est retrouvé de nombreuses fois seul à avoir la position qui finalement l'emportera et fera avancer le cours des choses. C'est cette solitude qui est un problème. Ce problème a été en partie réglé par les qualités démocratiques du parti bolchevik, mais en partie seulement. La mort de Lénine a coïncidé avec la fin de ces qualités, et le début de la fin pour le parti en tant que tel. Ce n'est pas Lénine qui est en question ici. Car dans d'autres situations révolutionnaires, on a aussi l'exemple de semblables situations où un homme seul (Robespierre, Blanqui) se retrouve à jouer un rôle de cette particularité. Et il faut plutôt considérer que l'on a là un problème qui est l'un des héritages du monde bourgeois, et de la société de classes en général. Comment concilier l'émergence d ce genre d'hommes et les besoins de la société ? Peut-on de ce point de vue faire mieux que ce qu'a fait le parti bolchevik ? voilà la question qui mérite d'être posée. Et si nous ne trouvons pas de réponse à cette question, il faudra accepter de faire sans.

Sur d'autres questions, nous en avons évoqué un certain nombre (le parti unique, le contrôle des masses sur l'appareil central de l'Etat), il n'est pas impossible que l'on trouve des réponses. Mais cela ne sert rigoureusement à rien de faire un grand paquet où l'on mêle tout et n'importe quoi. Chaque point est essentiel, et mérite d'être passé au crible de la critique. Ensuite, on pouffa faire un ou plusieurs paquets ! Mais Hirou se contente de reprendre ce vieux raisonnement qui ne convainc que les convaincus, parce qu'il est faux, et qui consiste à nous dire : « *regardez ce que cela a donné* ». Et pour un historien, c'est assez décevant. L'histoire de l'URSS nous montre au moins deux périodes très différentes. Et l'on pourrait fort bien en imaginer d'autres.

Et ce n'est pas parce que l'on ne peut pas ré écrire l'histoire, qu'il faut croire qu'elle était écrite d'avance. Le caractère totalitaire et sanglant de l'URSS sous Staline est au moins autant lié au caractère personnel de Staline qu'à la nature de la bureaucratie, qui va s'en séparer dès qu'elle le pourra. On pourrait fort bien imaginer aussi une évolution à la cubaine par exemple, relativement pacifiée donc, et d'autres encore. Les possibilités de la société ne résident pas que dans le socialisme et le capitalisme. Ceux-ci ne sont que les antipodes du prisme social de notre époque. L'argument « *regardez ce que ça a donné* » nous convaincrait plus si l'on nous disait : « *regardez, cela a donné Khrouchtchev, la 2^e puissance mondiale, mais rien de socialiste* ». Pourquoi choisir le pire du stalinisme, en chœur avec tous les détracteurs de la révolution elle-même ?

Si l'on examine les idées sous un angle scientifique, il est intéressant de noter qu'à notre époque, se développent les théories du chaos dans de très nombreux domaines, et avec elles l'idée que rien n'est jamais déterminé par avance, que si l'homme est devenu l'homme, ce n'est pas ou pas seulement le fruit d'une lente et irrésistible évolution, mais tout autant le fruit d'évènements totalement imprévus, d'une part entière de hasard. Et que si l'histoire avait à se reproduire, elle aboutirait à un tout autre résultat. L'idée donc la plus moderne en sciences, c'est celle d'une vision non déterministe de l'histoire. Eh bien, au même moment, en ce qui concerne l'histoire particulière de l'URSS, on adopte un point de vue rigoureusement opposé : et l'on trouverait (aujourd'hui, c'est plus facile !) en germe depuis 1902 dans les idées de Lénine sur le parti et sur l'Etat, toute la suite de l'histoire, et en particulier la dictature stalinienne et ses avatars, y compris à l'échelle planétaire. Dans les sciences, on découvre que rien n'est dit d'avance, qu'un « petit » événement peut avoir eu de grosses conséquences ; pour l'histoire de la révolution, on revient à une vue mécanique la plus automatique et la moins dialectique qui soit. Eh bien, nous pensons nous, que des évènements imprévus, et des réponses du coup inadaptées, ont compté dans l'histoire de l'URSS. Et qu'il s'agit de retrouver ces évènements, exactement comme dans l'histoire de l'évolution, il est important de retrouver les évènements tels que les collisions fortuites de la Terre avec des astéroïdes.

Nous sommes plus intéressés lorsque des critiques nous disent que tel et tel faits que les trotskystes attribuent à Staline datent non pas de Staline, mais de Lénine et de Trotsky. Malheureusement, sur ce plan, Hirou va vite en besogne, et se contente d'énumérer le goulag, la tchéka, et même la torture (ordonnée par Lénine, ou commise par la population ?). Mais quand on se réfère, comme nous avons essayé de le faire, aux études historiques un peu détaillées, on découvre que le goulag d'avant 1924, c'est un système pénitentiaire qui veut améliorer ce qu'a fait l'Occident en la matière. Quand on regarde les chiffres, même s'il faut toujours s'en méfier, on est bien obligé de s'apercevoir que de 1921 à 1923, le nombre de personnes condamnées en URSS va en diminuant, (respectivement 36 000, 6 000, 4 800), que les peines de mort diminuent encore plus vite (9 700, 1 900, 414). Et que tout change soudain, et dans de vastes proportions, par la suite : 12 400 condamnations, 2 550 peines de morts en

1924. Si l'on s'intéresse au caractère sanglant du régime, il faut bien donner une interprétation de ces chiffres.

Ou alors, veut-on nous faire croire que la révolution sociale pourrait se faire sans aucune victime ? Simplement en décrétant l'abolition de l'Etat ? Pour ne prendre que le cas de la révolution espagnole, où les anarchistes sont les principaux acteurs, voire les seuls, les travailleurs insurgés à l'annonce du pronunciamiento de Franco, n'ont-ils pas fait de victimes, ni de prisonniers ? Il faudra nous dire leur secret en ce cas. Cela peut ne pas plaire, mais c'est exactement cela l'Etat ouvrier : ces ouvriers en armes, et qui les utilisent face au danger. Et le danger dont il s'agit dans une situation révolutionnaire, c'est l'enjeu de la classe qui aura le pouvoir.

On pourra nous rétorquer que l'insurrection ouvrière a eu lieu alors que les ouvriers n'avaient pas encore le pouvoir. Evidemment ! Les anarchistes se refusant à instaurer un pouvoir n'en ont effectivement pas instauré. (Certains de leurs dirigeants ont par contre été mettre leurs pantoufles dans un gouvernement parfaitement bourgeois). Mais cela n'a pas changé la suite. Pouvoir ouvrier, Etat ouvrier formellement instauré ou pas, les travailleurs ont eu ensuite à affronter le décheinement des classes sociales réactionnaires pendant des mois. Et il a bien fallu qu'ils répondent, avec des balles. Et si ces mêmes travailleurs avaient mis en place un pouvoir qu'ils auraient considéré comme le leur, un peu comme l'ont fait les Parisiens de 1871 par exemple, n'auraient-ils pas dû tout autant se battre, les armes à la main, et faire exercer leur Etat ouvrier ?

Non, l'histoire ne nous dit pas que l'Etat ouvrier n'est qu'un autre mot pour Etat bourgeois. Ce que nous enseigne l'histoire, c'est que l'évolution sociale, surtout en situation révolutionnaire (donc aussi en situation contre-révolutionnaire) peut être extrêmement complexe. Et qu'un Etat ouvrier peut devenir un Etat bourgeois, ou en tout cas un Etat anti-ouvrier. On peut et on doit discuter de ce que peut ou doit être l'Etat ouvrier, s'il doit être dirigé ou pas, contrôlé par qui et comment, limité aux seuls soviets et comités d'usine, ou s'il peut ou non s'adjoindre un minimum d'organismes de coordination à l'échelle du pays, on peut dicter en clair des limites, des contours, du contenu de l'Etat ouvrier, mais pas de sa nécessité.

Nous sommes prêts pour notre part à critiquer aussi loin que nécessaire l'œuvre de Lénine. Mais en même temps, nous restons solidaires, jusqu'à ce que l'on nous prouve que lui et les autres bolcheviks ont voulu œuvrer pour des intérêts autres que ceux de la révolution sociale, de l'humanité. En ré examinant dans le détail leur histoire, on trouve autre chose. On trouve des hommes qui ont été surpris par un certain nombre de problèmes qu'ils n'avaient pas imaginé. Mais ils n'ont pas abandonné leurs idées pour autant. Ils ont essayé de répondre à cette situation, mais n'y sont pas parvenus. Et ils en sont morts.

Plusieurs problèmes majeurs les ont surpris. C'est d'abord des comportements individualistes ou bureaucratiques au sein même de la classe ouvrière. Celle-ci avait été idéalisée, et ni au cours de la révolution, et encore moins au lendemain du changement de pouvoir, l'on ne s'attendait à des problèmes d'une telle nature. Au contraire, tous les militants étaient imprégnés de l'idée que tous les problèmes en suspens commenceraient à se régler d'eux-mêmes une fois que l'on serait parvenus à ce stade. L'autre Problème, c'est la gestion d'une société restant fondamentalement arriérée et isolée. C'est la mise en place d'un appareil central, non contrôlé par les masses, qui sera, à nos yeux, le germe du développement bureaucratique.

Or nous devons considérer ces deux problèmes comme des problèmes non pas particuliers à l'URSS, mais consubstantiels à toute révolution. Cela ne veut pas dire qu'ils se poseront d'une manière identique, certainement pas. Mais ils doivent être pensés, réfléchis, prévus dans la mesure du possible, et intégrés à notre théorie.

On l'a vu, l'idée d'une économie basée sur un simple contrôle ouvrier, rejoignant en cela le point de vue des anarchistes, ou encore ce qui a été repris à d'autres moments sous le terme de « autogestion », bref, l'idée d'une économie se fabriquant d'elle-même, avec (ou simplement une action des travailleurs à) la base, s'est révélée non seulement fautive, mais dangereuse, et cela, en quelques semaines à peine.

Evidemment, on pense aussitôt à la comparaison avec la révolution espagnole. A entendre les anarchistes, c'est au contraire ce modèle qui a été magnifique dans l'Espagne de 1936. Une révision détaillée de ce qu'il en a été est donc indispensable. Il n'est pas du tout impossible que les anarchistes aient été aveuglés par leurs propres idées, et n'aient pas vu que la révolution, là aussi, a pâti de cette forme limitée d'économie. Ou bien alors, n'a-t-elle en réalité existé que fort peu de temps, insuffisamment même pour qu'on perçoive les phénomènes vus en URSS. Ou encore, troisième et dernière hypothèse ; cette économie a effectivement marché en Espagne, et pas en URSS. Resterait alors à comprendre l'origine de cette différence.

Le troisième point important sur lequel on doit revenir ici, c'est le problème du parti unique. Dans quelle mesure les bolcheviks sont-ils responsables de la situation qui s'est créée ? difficile de répondre à cette question. Il est probable que pour de nombreux bolcheviks, l'expérience même de la révolution ait fait qu'ils en aient conclu que seul le parti bolchevik était fiable et utilisable, qu'il valait mieux envisager qu'il gouverne seul. Mais Lénine s'est battu et a réussi à faire en sorte que les SR participent un temps au gouvernement. De toute manière, cette idée n'a jamais été dite ainsi, et les mesures qui ont abouti à la situation de parti unique ne répondaient pas à un tel souci. Ce que l'on peut affirmer aujourd'hui, c'est qu'il nous faut maintenant tenir ferme sur l'idée qu'il est vital de veiller au respect du maintien de la multiplicité des partis politiques. Mais il faut ajouter que surgiront dans ce contexte d'autres problèmes. Et que l'exemple de la Commune de Paris doit encore être étudié de ce point de vue, pour y réfléchir autant que faire se peut.

Remettre en cause, poser un regard critique, confronter les points de vue des trotskystes et des anarchistes, et d'autres, et ceux des uns et des autres avec l'histoire, tout à fait d'accord. Mais il faut se méfier de la tendance remettre en cause absolument tout. Car l'on ne peut pas, personne, à aucun moment dans l'histoire, tout repenser, tout redécouvrir, pas plus en politique révolutionnaire que dans les sciences. Pourquoi mettre par terre la théorie de l'Etat ? Il faudrait d'abord démontrer qu'elle n'a pas fonctionné. Vouloir tout mettre par terre est à la fois prétentieux et irresponsable. Qu'avons-nous comme atouts pour trouver mieux à remplacer ? En quoi par exemple les conclusions de Marx sur la Commune de Paris, entièrement reprises par Lénine dans l'Etat et la Révolution, en quoi ces conclusions se seraient-elles révélées fautes ?

Les Parisiens de 1871 donnent peut-être l'exemple le plus abouti sur la voie de la révolution socialiste. Ils ont osé prendre le pouvoir, sur le fond comme sur la forme. Ils le font en respectant une multiplicité de partis ouvriers. Leurs mesures économiques sont essentiellement voire entièrement axées vers une amélioration exemplaire, non seulement

quantitative mais aussi qualitative, du sort des ouvriers, des artisans, des couches populaires. La Commune de Paris a fini dans le sang. Faut-il en conclure que ces avancées concrètes seraient à revoir ? Ou bien que l'on a affaire à un combat qui n'oppose pas seulement deux idées du monde, l'idée capitaliste et l'idée socialiste, mais bel et bien des forces brutes, car dans ce combat les forces qui bénéficient des privilèges et des richesses sont agrippées à leur pouvoir, et ne s'en défont jamais, usant de toutes les violences pour que leur domination perdure.

L'URSS a joué un rôle aujourd'hui très largement sous-estimé durant le 20^è siècle, à l'échelle internationale :

Elle a influé sur le comportement du capitalisme, lui faisant faire des choses contre nature

- protections sociales particulièrement développées dans certaines métropoles impérialistes
- de manière plus large, mise sous tutelle des Etats du capital financier de 1945 à 1979
- acceptation de révolutions nationales (Cuba)

Il est abusif et faux de confondre les diverses périodes historiques de la révolution, de la dégénérescence ensuite. Par contre, dans chaque période, et pas seulement dans le stalinisme, il y a des choses à regarder d'un œil critique. Cela dit, nombre de ces choses l'ont été (critiquées) par les révolutionnaires eux-mêmes bien avant l'opportunisme qui a suivi 1991.

Lénine n'était pas un dictateur, un homme assoiffé d'aucune sorte de pouvoir, et il ne l'est jamais devenu jusque sa mort.

De son vivant, le régime n'a pas été une dictature pour le peuple, sauf pour ce qui est dû à la guerre. Et même là, Lénine disait la vérité, ne mentait pas, n'enjolivait pas.

Même sur Staline, on fait peser sur lui des choses dont il n'est pas responsable: « pertes démographiques des enfants qui ne sont pas nés » : on alourdit la barque.

On fait débiter le stalinisme trop tôt (1917), pour mieux salir et tuer la révolution en général, et prolétarienne en particulier ; mais on le fait aussi trop durer (1991), ce qui est historiquement faux. Pendant la grande majorité de la vie de l'URSS, le régime n'était pas pire que bien d'autres. Par contre, il se qualifie de termes, cette fois, mensongers.

Trotsky a laissé Staline, comme Kaménev et d'autres sommités du parti, prendre le pouvoir pour se faire ensuite éliminer. Ces intellectuels n'ont pas compris que les forces de Staline résidaient dans son adéquation avec une grande partie de la population russe. Cela dit, sur le fond, Trotsky est resté fidèle au dernier combat de Lénine, et ce jusqu'à sa mort.

Une autre attitude aurait pu peut-être gagner dans la politique choisie par les dirigeants de l'URSS. Celle de Lénine, qui est aussi au fond celle de Trotsky, de Kaménev, et des dirigeants historiques du parti. On aurait tout à fait pu voir une URSS qui ne se donne pas pour but la toute puissance de l'Etat, mais qui plutôt cherche à construire un Etat au service des besoins sociaux de la population. De toute façon, tant qu'elle était isolée, cette URSS ne pouvait en aucun cas entrer sur la voie d'un quelconque socialisme, proclamé ou pas. Par contre, on pouvait engager le pays, un peu comme avec la NEP, sur une voie qui réalise les tâches de la révolution bourgeoise, comme le fera par exemple Cuba après 1959,

tela n'aurait sans doute pas changé grand chose dans l'image qu'aurait donné cette URSS. Car Staline et les siens ont réussi, par la roublardise, le mensonge, la falsification et la violence, donner justement cette image-là de ce qu'ils ont fait en URSS. Mais justement, c'était un mensonge. Et un jour ou l'autre, l'édifice devait s'écrouler. Et en s'écroulant, il U& coûter cher en désillusions, faisant perdre aux mouvements des opprimés des millions de militants. Au moins, avec une URSS qui n'aurait pas menti, on n'aurait pas eu un tel choc, qui sera long à payer.

La LCR a décidé en 2003 d'abandonner de son programme l'idée et la formule de dictature du prolétariat. Elle se justifie entre autres en disant que des erreurs ont été commises en URSS, sur la base de ce programme, et parmi une des erreurs les plus décriées, il y a la confusion entre dictature du prolétariat lui-même, de la classe ouvrière et des ouvriers pauvres, et dictature du parti lui-même. Mais cette confusion, elle a été décriée et dénoncée par Lénine lui-même, de son vivant. La réalité, c'est que c'est la vie faite à l'URSS par le monde hostile capitaliste qui a abouti à cette confusion. Elle n'a jamais été voulue par Lénine. Par contre, elle ne sera plus dénoncée, mais au contraire maintenue et utilisée abusivement par Staline.

C'est vrai que les ouvriers ont joué un rôle essentiel dans la prise du pouvoir par les bolchéviks, étape essentielle de la révolution russe. Et ils l'ont fait également au cours de la guerre civile, en fournissant des cadres dévoués à l'armée et à l'administration soviétiques.

Lénine répète qu'il a cruellement manqué de gens cultivés aux moments critiques des années 1921-22. Il faut en conclure qu'un parti communiste révolutionnaire doit se donner aussi pour tâche de développer cette culture en direction des masses (même si c'est forcément à une échelle relativement réduite) durant toute la période de son développement, dans l'opposition au pouvoir en place, y compris si ce pouvoir est d'une forme dictatoriale, ce qui limite ce genre d'activité.

Avec la fin de la guerre civile, le pouvoir est passé entre les mains du Parti. Mais ce n'était pas une volonté de Lénine et des membres du parti bolchévik. Ce sont les circonstances complètement imprévues qui y ont abouti.

Non, le type de révolutionnaire qu'était le militant bolchevik n'était en rien un précurseur de dictature ou de bureaucratie. Et le type d'organisation du parti lui-même non plus. Au contraire, devrait-on dire, ces militants, bien éduqués, cultivés, complets, étaient sur le plan de l'efficacité comme sur le plan humain ce qui pourrait se faire de mieux. Au contraire encore, le parti bolchevik a montré dans bien des périodes cruciales qu'il savait et pouvait fonctionner de manière particulièrement démocratique, là où aucune sorte de parti au monde ne le ferait. Jamais une décision n'a été prise sur la base d'une autorité ou d'un autoritarisme.

Et en particulier Lénine lui-même n'a jamais usé d'autorité pour l'emporter. Au contraire, il a toujours pris soin de militer par lui-même, s'adressant à la base du parti lorsqu'il était en minorité, pour se donner les moyens de regagner des forces, des convictions. Lénine n'a jamais usé de l'urgence par exemple d'une situation, pour passer en force. Il n'a même, sauf peut-être dans son « dernier combat » jamais caché au parti dans son ensemble qu'il s'y trouvait en minorité. Et il n'a pas eu peur de peut-être perdre en autorité en le faisant. Il n'a jamais menti, parce qu'il n'a jamais cherché à gagner par une manœuvre. Là encore, apprendre

au parti à gagner sur une position, c'était aussi pour Lénine renforcer le parti tout entier, et c'était à ses yeux indispensable en vue des épreuves très difficiles qui l'attendaient.

C'est peut-être l'inverse qui est discutable, ou à discuter : le fait que le parti n'était constitué que de tels hommes et femmes ne l'a-t-il pas affaibli par avance, au regard de ses futurs liens avec l'ensemble de la société russe ? Car toute l'énergie semble avoir été consacrée à former ces cadres. N'a-t-on pas du coup négligé d'apporter un travail militant de vulgarisation des idées socialistes en général (et pas seulement des combats grévistes) parmi des franges plus larges de la population. En tout cas, le parti s'est totalement absenté de la classe paysanne, et il le paiera cher. Il avait raison de se méfier d'une probable influence des intérêts de cette classe petite bourgeoise, mais cette absence l'a obligé à reprendre des positions justement petites bourgeoises : le partage des terres, par exemple. Et il n'a pu propager l'idée de travail et de propriété collectifs que difficilement.

En cherchant à construire un parti de militants éprouvés et aguerris, Lénine a œuvré dans un sens imposé par les mœurs et la situation à la fois de son pays (une dictature totalitaire, là, oui, le mot traduit la vérité) et de la planète capitaliste tout entière : début de l'effroyable première guerre mondiale. Cela n'induit en rien qu'il faille à toute époque procéder en décalquant cette vision. Il faut au contraire en tirer comme leçon que des révolutionnaires doivent aussi tenir compte de leur époque pour choisir leur chemin, à chaque époque.

En tout cas, l'objectif déclaré de Lénine, il l'a atteint, et l'on doit d'abord considérer cela. Lénine ne se voyait pas comme seul et unique dépositaire du renversement mondial de la bourgeoisie. La limite qu'il a trouvée, là, il la connaissait, et n'a cessé de la dire et le répéter à ses camarades, et à toute la population.

Un moment clé indique au moins sur ce point la supériorité du parti bolchevik, c'est la déclaration de guerre en août 1914. Le parti ne s'effondre pas, contrairement à tous les autres partis sociaux-démocrates européens ! Et s'il s'était effondré, s'il avait sombré lui aussi dans l'union sacrée avec son gouvernement, on voit mal comment il aurait pris le chemin d'un succès révolutionnaire peu de temps après !

Encore une fois, nous ne concluons pas de ces constatations que c'est le type de parti à reproduire pour tous les temps. Mais seulement que sur les problèmes qu'il lui a été donné de se heurter de manière prévisible, il s'en est sorti correctement. Il était donc suffisamment adapté.

Les deux grands problèmes qui vont le surprendre, ce sera la gestion d'une société restant fondamentalement arriérée et isolée d'une part, de l'autre le développement de tendances bureaucratiques signifiant une mise à l'écart sous aucune forme que ce soit de la participation au pouvoir par la population travailleuse elle-même. Or nous devons considérer ces deux problèmes comme des problèmes non pas particuliers à l'URSS, mais consubstantiels à toute révolution. Cela ne veut pas dire qu'ils se poseront d'une manière identique, certainement pas. Mais qu'ils doivent être pensés, réfléchis, prévus dans la mesure du possible, et intégrés à notre théorie.

Pour un esprit scientifique, il est intéressant de noter qu'au moment où se développent les théories du chaos, l'idée qu'il faut avoir une vision non déterministe de l'histoire, dans le domaine des sciences naturelles (cf en biologie les textes et les théories de Stephen Jay

Gould), idées qui sont indéniablement un progrès, puisque elles sont productives, au même moment, quasiment, en ce qui concerne l'histoire particulière de l'URSS, de la révolution à la dégénérescence, on adopte un point de vue rigoureusement opposé : en germe depuis 1902 et les idées de Lénine sur le parti, on trouverait (aujourd'hui !) toute la suite de l'histoire, et en particulier la dictature stalinienne et ses avatars y compris à l'échelle planétaire. Dans les sciences, on découvre que rien n'est dit d'avance, qu'un « petit » événement peut avoir de grosses conséquences ; pour l'histoire de la révolution, on revient à une vue mécanique la plus automatique et la moins dialectique qui soit.

Nous pouvons et nous devons même aussi tirer une leçon sur le plan économique. On l'a vu, l'économie de simple contrôle ouvrier, le point de vue des anarchistes, ou encore ce qui a repris à d'autres moments sous le terme de « autogestion », bref, l'idée d'une économie se fabriquant d'elle-même, avec simplement une action des travailleurs à la base, s'est révélée non seulement fautive, mais dangereuse, et cela, en quelques semaines à peine.

Evidemment, on pense aussitôt à la comparaison avec la révolution espagnole. A entendre les anarchistes, c'est au contraire ce modèle qui a été magnifique dans l'Espagne de 1936. Une révision détaillée de ce qu'il en a été est donc indispensable. Il n'est pas du tout impossible que les anarchistes aient été aveuglés par leurs propres idées, et n'aient pas vu que la révolution, là aussi, a pâti de cette forme limitée d'économie. Ou bien alors, n'a-t-elle en réalité existé que fort peu de temps, insuffisamment même pour qu'on perçoive les phénomènes vus en URSS. Ou encore, troisième et dernière hypothèse ; cette économie a effectivement marché en Espagne, et pas en URSS. Resterait alors à comprendre l'origine de cette différence.

Jusqu'aux derniers moments de sa vie, on voit Lénine toujours être obligé de lutter dans le parti pour imposer son idée. Même si cela se reproduit de nombreuses fois, jamais de son vivant on ne voit le parti se mettre à lui obéir parce que c'est Lénine qui propose. C'est encore le cas lors du débat sur une éventuelle fin du monopole du commerce extérieur, fin 1921, début 1922. Moshé Lewin écrit sur cet épisode : « On voit bien que les opinions et les projets de Lénine ne sont pas adaptés automatiquement ; souvent il est obligé de se battre contre d'autres membres de la Direction qui demeurent à cette époque véritablement collective, malgré la position prééminente qu'y occupe Lénine : les autres membres du Bureau politique en premier lieu, mais aussi d'autres tsékistes peuvent faire prévaloir leurs opinions et lutter pour gagner la majorité ». Et il conclut : « On dit souvent que Lénine était le "maître de la Russie". Il est indispensable de préciser qu'il n'était pas un dictateur dans son Parti, mais bien un chef. Sa direction était incontestable et incontestée, mais elle exigeait de lui un constant effort de pensée et d'organisation ; il devait agir comme pour la réaffirmer et la reconquérir chaque jour ».

Dans « Le dernier combat de Lénine », Moshé Lewin estime que, « vu dans une perspective historique, l'objectif de Lénine consistant à aboutir à un régime dictatorial rationnel, ayant à sa tête des chefs intègres, doté d'institutions efficaces et travaillant consciemment à dépasser le sous-développement et la dictature, n'avait en soi rien d'utopique. D'ailleurs, du temps de Lénine, dans des conditions pourtant si difficiles, la machine dictatoriale soviétique fonctionnait encore d'une façon bien différente de ce qu'elle deviendra plus tard. » Ise posant la question de se demander si l'URSS aurait pu prendre un autre chemin que celui que l'on sait, avec Lénine, Moshé Lewin répond : « Une coalition de Lénine et Trotski et quelques autres aurait permis une utilisation rationnelle des meilleurs cadres, au lieu de leur élimination(...) Lénine aurait pu lui aussi succomber et finir en « déviationniste »

comme tant d'autres. Mais ce que l'on peut dire avec certitude, c'est qu'il aurait combattu avec acharnement les processus qui aboutirent à faire de la période stalinienne ce qu'elle fût.(...) Il est légitime de penser que Lénine, agissant de concert avec Trotski et d'autres encore, aurait pu faire passer la Russie soviétique par un chemin moins tragique, plus rationnel et qui aurait moins compromis l'idée du socialisme ».